

FOCUS

Secteur par secteur, les plus belles réussites de 2020

P. 5 à 13



DOSSIER

L'économie du Béarn touchée... mais pas coulée par la crise sanitaire

P. 14 à 19

ENTREPRISES

Comment
la CCI
se mobilise

4 pages spéciales

Pyrénées Eco 2020

SUPPLÉMENT GRATUIT AUX ÉDITIONS DU 10 DÉCEMBRE 2020 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT



© ARCHIVES NICOLAS SABATHIER

DOSSIER - 13 pages ► La transition énergétique, un levier pour doper l'économie du territoire

Le Béarn se relance avec les énergies VERTES

La République
DES PYRÉNÉES

SUD
OUEST
www.sudouest.fr

L'ÉCLAIR

Le **SDEPA** acteur
de la transition
énergétique
territoriale

au travers
du développement

des énergies
renouvelables.

70775630



**SYNDICAT D'ÉNERGIE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**
4 rue Jean Zay - PAU - 05 59 02 46 71
60 av. du Capitaine Resplandy - BAYONNE - 05 59 02 36 16
www.sdepa.fr



ÉDITORIAL

Le choix de l'optimisme

Avouons-le, plusieurs fois ces dernières semaines, nous nous sommes posé la question. Fallait-il, comme chaque fin d'année, publier un « Pyrénées Eco », ce supplément commun aux quotidiens du Béarn : « La République des Pyrénées », « Sud Ouest » et « L'Eclair » ? Comment oser parler d'économie, revenir sur les réussites de l'année écoulée, sur les investissements marquants en Béarn et Soule alors que le tissu des PME est frappé du sceau de l'incertitude, que de nombreuses entreprises ne peuvent encore, à l'heure où nous écrivons ces lignes, travailler normalement et que l'aéronautique traverse une zone de turbulences inédite ? Finalement, nous avons décidé de nous lancer, d'opter pour une parution, sans que le deuxième confinement ne nous fasse changer de cap. Après tout, « Les Echos » continuent à sortir tous les jours, pourquoi « Pyrénées Eco » ne pourrait-il pas être publié cette année ? C'est aussi pour nous une marque d'optimisme assumée à la lumière des capacités de rebond et de résilience de notre territoire. Nous avons toutefois bâti un supplément un peu différent des années précédentes. Les habitués n'y trouveront pas les très regardés classements par chiffre d'affaires et grandes filières. Quelle valeur en effet donner à des CA clôturés un an plus tôt alors que le Covid a mis à terre l'économie mondiale et que plusieurs entreprises qui figurent dans ces classements essaient aujourd'hui de survivre ? Sans ces palmarès, nous avons construit ce numéro en trois parties. La première revient sur l'actualité économique hors Covid avec ces loupes posées sur quelques grandes filières. Nous nous sommes ensuite intéressés à l'état de santé de l'économie béarnaise. Le diagnostic dressé dans ces colonnes par le directeur départemental de la Banque de France, Frédéric Cabarrou, offre des raisons d'espérer alors que, de son côté, la CCI multiplie les événements pour vanter les atouts du plan de relance. Enfin, il nous fallait nous projeter vers l'avenir. Nous avons choisi de nous pencher sur la transition énergétique, qui transcende les filières et voit les initiatives se multiplier. Nous y consacrons un dossier. De l'hydroélectricité pyrénéenne au gaz de Lacq, le Béarn a une histoire, un savoir-faire dans l'énergie. La transition, déjà engagée mais désormais accélérée, vers la production d'énergies plus vertes, vers des usages plus vertueux, peut lui permettre de mieux repartir.



ÉRIC NORMAND

MAINTENIR LA PARUTION
DE « PYRÉNÉES ÉCO »,
C'EST AUSSI AFFICHER
UNE MARQUE
D'OPTIMISME

© JEAN-PHILIPPE GIONNET



DOSSIER PAGES 25 à 38

La transition énergétique

► Les solutions seront d'abord locales

Les projets se multiplient un peu partout en Béarn. P. 25

► Agglo de Pau

L'agglo veut atteindre la neutralité carbone d'ici 2040. P. 27

► Lacq-Orthez

Le territoire entend être un acteur de la 3^e révolution industrielle. P.28

► CCI : une stratégie pour les énergies vertes

La CCI accompagne les entreprises vers des démarches plus vertes. P.30

► Comment EDF décarbone ses activités

Une stratégie qui va au-delà du développement du renouvelable. P.31

► Plateforme de Pardies-Noguères

Elle sera un futur centre de production d'énergies renouvelables. P.32

► Le Sdepa, le circuit court de l'énergie

Des projets durables avec et pour les collectivités. P. 33

► Le Crédit Agricole

Il est financeur mais aussi moteur de la transition énergétique. P. 34

► Total à Pau

Le centre scientifique prend sa part dans la neutralité carbone. P. 35

► Entreprise ACEAP

La PME du BTP s'est diversifiée dans les bornes de recharge. P. 35

► Enedis

Le distributeur a un rôle pivot dans la transition énergétique. P. 36

► Teréga

Comment le spécialiste prépare les réseaux de gaz de demain. P. 37

► Université de Pau

Elle réfléchit à la transition énergétique et à son acceptation. P. 38

► LES FOCUS

Industries, services, transports, numérique, agroalimentaire, formation : le point sur des innovations, des réussites, avec des chiffres clés...

P. 5 à 13



Un projet de réseau de transport est en réflexion à l'échelle du Béarn. © J.-P. GIONNET

► CONFINEMENT

La pandémie a causé de gros dégâts à l'économie du 64, mais certaines filières résistent. P. 14 à 19



Le secteur du BTP s'est rapidement redressé. © ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIONNET

Pyrénées Eco

Supplément aux éditions datées du 10 décembre 2020 de « La République des Pyrénées », « Sud Ouest » (édition Béarn et Soule) et « L'Eclair Pyrénées ».

- Réalisé par P.P.S.A.
- Coordination : Eric Normand.
- Rédaction : Romain Bély, Gabriel Blaise, Olivier Bonnefon, Sophie Carbonnel, Pierre-Olivier Julien, Franck Meslin, Eric Normand et Stéphanie Savariaud.
- Imprimerie P.P.S.A., ZI Berlanne, 64160 Morlaàs.

Transition énergétique : trois web-conférences pour prolonger notre dossier spécial

C'est encore loin le monde d'après ? A voir... Il faut déjà sortir de cette pandémie qui oblige bien des organisations à s'adapter au fil des confinements, déconfinements, reconfinements... En attendant, on le voit, se dessinent de nouvelles organisations de travail dans les entreprises et des pistes pour une économie décarbonée, ou moins carbonée.

Pour les quotidiens du Béarn que sont « La République des Pyrénées », « Sud Ouest » et

« L'Eclair », qui chaque année s'associent pour réaliser « Pyrénées Eco », c'est un peu du monde d'après que nous vous proposons avec ce numéro. En effet, dans le prolongement d'autres opérations qui mêlent le papier au numérique, deux piliers d'information désormais pour nos rédactions, nous vous proposons un dispositif exceptionnel autour de la question de la transition énergétique en Béarn et Soule. Les initiatives se multiplient sur le territoire, et nous vous les détaillons dans ce

dossier étoffé de notre hors-série. En parallèle, et pour approfondir le sujet, nos équipes, avec le concours de Créa-SUD, organisent trois web-conférences autour du sujet, qui pourront être vues sur nos sites respectifs larepublique-despyrenees.fr et sudouest.fr.

Des formats de débats déjà éprouvés autour de l'immobilier par exemple, qui seront diffusés dès ce jeudi 10 décembre et jusqu'à la fin de l'année, que l'on pourra voir en replay, et dont vous retrouverez tout le programme en page 39.



Des web-conférences spéciales accompagnent notre dossier cette année. © N.S.



**GRETA-CFA
AQUITAINE**

LE GRETA-CFA AQUITAINE, AGENCE DU BÉARN

NOTRE OBJECTIF :
VOUS FORMER, VOUS ACCOMPAGNER TOUT AU LONG DE LA VIE...

L'offre de formation sur-mesure du GRETA CFA Aquitaine s'adapte au plus près des besoins des entreprises tout en contribuant à l'évolution continue des compétences des salariés.

Nos conseillers sont à l'écoute des objectifs des entreprises du secteur pour bâtir une offre de formation spécifique qui s'insère dans des dispositifs de financements avantageux : CPF, CPF de transition, plan de formation, apprentissage, professionnalisation...

QUEL QUE SOIT VOTRE STATUT :

- ✓ **Salariés et entreprises du secteur public ou privé**
- ✓ **Demandeurs d'emploi**
- ✓ **Jeunes**
- ✓ **Adultes**



AVEC UNE RÉPONSE SUR MESURE :

- ✓ **Modules de formation courts** pour une mise à niveau, un perfectionnement
- ✓ **Préparation au concours**
- ✓ **Formations certifiantes ou qualifiantes :**
 - Diplômes de l'Education Nationale du CAP au Bac+3
 - Titres Professionnels
 - Certificats de Qualification Professionnelle
- ✓ **Accompagnement VAE**
- ✓ **Certifications : TOSA, Cléa**

DANS DIFFÉRENTS SECTEURS

- ✓ **Bâtiment - Métiers de la Fibre**
- ✓ **Industrie / Chimie**
- ✓ **Hôtellerie/Restauration - Métiers de Bouche**
- ✓ **Santé Social**
- ✓ **Tertiaire**
- ✓ **Métiers du Numérique**
- ✓ **Savoir de base / Socle de compétences**

Notre agence participe à la transition énergétique en Béarn en formant les salariés d'entreprises

FORMATIONS MODULAIRES :

FEE BAT REMOVE

Formation aux Economies d'Énergie des entreprises et artisans du Bâtiment

QUALIPV ELEC

Générateur Photovoltaïque raccordé au Compétence électrique

ET EN ALTERNANCE :

MENTION COMPLÉMENTAIRE TECHNICIEN EN ÉNERGIE RENOUVELABLE

agence-pau@greta-cfa-aquitaine.fr

05 59 84 15 07 -  GRETACFAAquitaine64Bearn

www.greta-cfa-aquitaine.fr



Le groupe Fareva reprend le site de Fabre à Idron

Du mouvement cette année dans le secteur de la pharmacie en Béarn. Alors que le groupe Boiron, spécialisé dans l'homéopathie, veut supprimer son site de Pau, le géant Pierre Fabre a choisi de céder son établissement d'Idron, connu sous le nom Aquitaine Pharm International (API) et qui emploie plus de 200 personnes, au groupe Fareva. La reprise a été signée au début de l'été et l'ensemble des salariés a été conservé. Basé à Tournon, dans l'Ardèche, Fareva est un acteur mondial de la sous-traitance industrielle pharmaceutique et cosmétique, qui compte déjà neuf sites de production pharmaceutique en France et emploie 12 000 personnes dans le monde. Fareva, qui a réalisé en 2019, un chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'euros, est déjà partenaire du groupe Fabre depuis 1992. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de produits stériles injectables pour les traitements contre les cancers, soit la même spécialité qu'API.

Le site de Fabre à Idron a changé de propriétaire cette année et est entré dans le giron de Fareva. © ARCHIVE AT



LA SDEM S'INQUIÈTE DE LA RÉORGANISATION DU GROUPE EDF

Mi-octobre, l'hydroélectricien a fait savoir son inquiétude, craignant d'être une victime collatérale du plan de réorganisation d'EDF baptisé Hercule. L'électricien pourrait être organisé en trois branches : nucléaire, hydraulique et une dédiée aux services. « Or, en ce qui concerne l'hydraulique, d'après les informations que nous avons et ce que nous avons pu lire, ce deviendrait une quasi-régie. Avec non remise en concurrence de ses concessions » explique le directeur général de la Sdem, Cyrille Delprat. C'est ce dernier point qui inquiète notamment l'entreprise, dont le siège social est à Toulouse et qui possède une direction territoriale à Pau. La Sdem, qui emploie 320 personnes dans le grand Sud-Ouest, dont un tiers en Béarn, craint d'être en effet la seule à se voir disputer ses concessions, dont celles de la vallée d'Ossau mais aussi celles de la vallée du Louron (65) ou de la vallée du Tet (66), par des concurrents, comme Total, ou bien des opérateurs étrangers. Ceci sans, dans le même temps, pouvoir candidater à la reprise des concessions d'EDF puisque ces dernières seraient vouées à rester dans le giron public.



La Sdem exploite notamment les concessions de la vallée d'Ossau (ici l'usine d'Artouste). © ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIONNET

Semo Packaging devient Reborn et veut s'imposer sur le marché du recyclage du film plastique

Afin de répondre aux enjeux liés au recyclage du plastique, Semo Packaging, ex-Semoflex, leader français des emballages plastiques pour l'hygiène devient Reborn Pyrénées. Modernisé, le site d'Ogeu, où travaillent 55 personnes et qui réalise un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros est appelé à monter en puissance. Trois lignes de recyclage seront installées au sein de l'usine qui a déjà connu un investissement d'un million d'euros en 2018 pour procéder à l'automatisation. A terme, le groupe Reborn, qui affiche un chiffre d'affaires de 110 millions d'euros avec ses cinq sites (dont Ogeu) veut proposer sous cinq ans 80 % de films plastiques issus de matières recyclées.



EN CHIFFRE

1,2 C'est en million d'euros, la somme engagée cette année par Laulhère pour la rénovation de son usine de fabrication de bécots d'Oloron, où travaillent plus d'une cinquantaine de personnes. L'objectif est à la fois de moderniser la production avec de nouvelles machines, d'améliorer le confort des ouvriers et enfin d'être plus écologique, notamment dans le traitement des eaux.

Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le

Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le territoire ■ Bien vivre ENSEMBLE sur le

TERRITOIRE DE LACQ-ORTHEZ
Bienvenue au coeur de l'INNOVATION !

Un territoire créateur d'emplois

Industriels, prestataires de services, grande distribution, ils ont choisi le territoire de Lacq-Orthez pour lancer, innover et développer leur activité.



Un concentré d'entreprises innovantes

Le territoire compte plus de 5 000 entreprises et 20 000 emplois, tous secteurs confondus : chimie fine, nouveaux matériaux, numérique et ingénierie informatique...

Un pôle de référence en matière de chimie verte et de bioénergies

Electricité solaire, biogaz, valorisation énergétique de déchets inertes... l'écologie industrielle est une réalité qui continue à se développer à Lacq-Orthez.



www.cc-lacqorthez.fr
f CCLacqorthez



70658640-ed



La montagne, le tube de l'été 2020

Entre deux périodes confinées, dévastatrices pour les entreprises de l'hébergement et de la restauration, le tourisme a réussi à limiter la casse durant l'été, grâce notamment à la présence des Français qui ont compensé en partie l'absence des touristes étrangers. Dans ce tableau, bien plus que le tourisme urbain qui a souffert, c'est celui de la campagne et de la montagne qui a pu tirer son épingle du jeu avec notamment une forte affluence constatée dans les vallées. Le nombre de nuitées serait ainsi en hausse de 7 % en Béarn durant l'été, selon les chiffres communiqués fin septembre par l'AADT (Agence d'attractivité départementale du tourisme). © ASCENCION TORRENT

Amazon travaille à une implantation en Béarn

Le géant du commerce en ligne essaime actuellement en France afin d'y implanter centres de tri et agences pour mieux servir ses clients. En Béarn, un projet a été dévoilé cette fin d'année sur la zone d'activités de Morlaàs-Berlanne, au nord de Pau. Partenaire régulier d'Amazon, le promoteur Vectura s'est rendu propriétaire de deux parcelles, de respectivement 18 000 et 20 000 m², à proximité du site de Chronopost. Objectif, construire un bâtiment de 23 000 m² pour son client. Le transporteur Benito s'installera à proximité. La plateforme d'Amazon, dont les dimensions seront très inférieures à celles des grands centres de tri français du groupe américain, a vocation à assurer la livraison finale des clients. Près de 80 emplois directs sont prévus, mais aussi 200 indirects.

C'est sur cette parcelle de la zone d'activités de Morlaàs que doit s'installer Amazon.

© NICOLAS SABATHIER



EN CHIFFRE

124 C'est le nombre d'espaces de vente du groupe palois Eden Auto dans le grand quart Sud-Ouest du pays. Ce dernier, qui propose 13 marques de voitures, a enrichi cette année son réseau de distribution par l'acquisition du réseau premium (BMW, Mini) du groupe bordelais Parot avec des concessions en Gironde, Corrèze et Haute-Vienne avant de racheter des concessions Opel en Lot-et-Garonne et Tarn-et-Garonne. Désormais dans le top 10 national, Eden Auto, fondé en 1978, a aussi réceptionné en début d'année son village de l'auto, situé au nord de l'agglomération paloise.

UN GROUPE BORDELAIS RACHÈTE LES CLINIQUES NAVARRE ET MARZET

C'est un peu la fin d'une époque. Après la phase de concentration qu'a connu ces trente dernières années le monde de l'hospitalisation privée en Béarn, les cliniques Navarre et Marzet, détenues par la famille Gaucher, sont passées cette fin d'année dans le giron du groupe Bordeaux Nord Aquitaine (GBNA). Les murs eux sont repris par Icade, filiale foncière de la Caisse des dépôts. Une reprise qui signe donc la fin des entreprises familiales palaises du secteur. Mais le nom du repreneur rassure pour les deux cliniques où travaillent près de 700 personnes. Ce groupe bordelais fondé en 1967 et qui compte aujourd'hui six cliniques à Bordeaux (dont celle qui lui donne son nom Bordeaux Nord) et Arcachon, ainsi qu'un Ehpad, est lui aussi familial (il appartient à la famille Guichard) et indépendant. Il pèse près de 2 000 salariés, 500 médecins et plus d'un millier de lits. Et face aux mastodontes de l'hospitalisation privée, comme Ramsay, qui a repris les cliniques de Capio sur la Côte basque, et Orpéa-Clinéa qui tisse sa toile en Béarn avec ses Ehpad et cliniques spécialisées (Jeunes chênes, Princess, Nouvelle-Aquitaine), GBNA parie lui aussi sur un développement à l'échelle régionale.



Les cliniques palaises Navarre et Marzet passent sous pavillon girondin. © MARC ZIRNHOLD



ENSEMBLE
CULTIVONS
LA QUALITÉ
POUR
NOURRIR
LA CONFIANCE

L'AGRICULTURE DE DEMAIN

Groupe coopératif ancré dans le Sud-Ouest, nous accompagnons les professionnels de l'agriculture et des métiers de bouche en France et à l'international. Nous contribuons à inventer l'agriculture de demain : une agriculture plurielle, durable, responsable et performante qui répond aux attentes de la société. Nous encourageons ainsi le développement des énergies renouvelables produites localement : projets biogaz et photovoltaïques, production d'éthanol à partir du maïs...

14 000 agriculteurs / 6 000 collaborateurs / 4 activités (semences, agricoles, alimentaires, développées en partenariat)

LA COOPÉRATION AGRICOLE

www.euralis.fr

euràlis
MOUVREZ VOTRE CONFIANCE

TOUJOURS À VOS CÔTÉS



**Parce que nous sommes la
1ère Banque des PME*** nous
accompagnons la reprise en soutenant
nos clients dans la réussite de leurs
projets.



Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L.512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit. Siren : 755 501 590 RCS Bordeaux. Siège social : 10 quai des Queyries 33072 Bordeaux Cedex. Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le numéro 07 005 628. Numéro d'identification intracommunautaire FR66755501590. Code APE 6419 Z. © Crédit photo : Gettyimages.

Un projet de réseau de transports à l'échelle du Béarn

Le Pays de Béarn, qui fédère les huit intercommunalités béarnaises, est à la manœuvre afin de faire émerger sur son territoire un véritable réseau de transports, à l'image de celui mis en place sur la Communauté d'agglomération Pays basque. Une étude a été conduite cette année afin de mieux cerner la pertinence de ce projet. Les transports publics sont en effet actuellement morcelés entre les bus de l'agglomération Pau Béarn Pyrénées, sous l'autorité du syndicat mixte Pau Béarn Mobilités, les cars interurbains du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine (marque Transports 64) et les services de transports à la demande organisés par les intercommunalités. L'idée serait donc de confier cela à un seul opérateur afin de mettre un peu de cohérence et d'améliorer le service en créant de nouvelles lignes. Sachant que la Région garderait le ferroviaire et ses TER. Les intercommunalités doivent donc se positionner d'ici fin mars pour que ce dossier rentre dans une phase opérationnelle.

Actuellement, les cars sont opérés par la Région. Cela pourrait changer si les intercommunalités béarnaises le décident.

©ARCHIVES.JPG



Enfin un pôle d'échange multimodal pour la gare de Pau

Alors que d'autres gares importantes du Sud-Aquitaine, comme Dax depuis plusieurs années et Bayonne depuis peu, sont déjà équipées, la gare de Pau, après plusieurs années de palabres, devrait bientôt avoir son pôle multimodal. De quoi débarrasser son parvis des voitures et faciliter l'accès aux bus, dont le BHNS, et aux cars. Le chantier, évalué à plus de 20 millions d'€, devrait se dérouler sur la période 2021 - 2022 et verra le concours de plusieurs financeurs comme SNCF Réseau, l'agglomération Pau-Pyrénées et le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. Il prévoit la démolition des deux ailes de la gare, l'aménagement du parvis, la création de nouveaux parkings au stadium et de dépose-minutes mais aussi la reconstruction du pont Lalanne.



TRANSAVIA POURRAIT SE POSER À L'AÉROPORT DE PAU-PYRÉNÉES

Durement touché par la crise sanitaire, avec, comme pour l'ensemble des plateformes françaises et européennes, un effondrement de son trafic, l'aéroport Pau-Pyrénées pourrait voir arriver une nouvelle compagnie l'an prochain ou alors en 2022. Dans le cadre de son plan de réorganisation, le groupe Air France a en effet confié ses liaisons intérieures vers Orly à sa filiale low-cost Transavia. Les avions d'Air France se concentreront eux sur la liaison avec Roissy-Charles de Gaulle alors que la marque Hop ! desservira de son côté le hub de Lyon Saint-Exupéry. Cette arrivée, si elle se confirme et si le trafic reprend une fois la crise derrière nous, devrait permettre d'offrir des tarifs à meilleur marché que ceux dont les usagers avaient jusqu'à présent l'habitude lorsqu'ils voyageaient vers la capitale. A noter que Transavia a déjà pris le relais de Hop ! sur l'aéroport voisin de Biarritz.



Transavia bientôt de retour sur le tarmac béarnais après avoir assuré une liaison saisonnière vers Amsterdam à la fin des années 2000. ©ARCHIVES NICOLAS SABATHIER

EN CHIFFRE

100 MILLIONS C'est ce que le gouvernement va investir, en achat de nouveaux matériels, afin de permettre la relance, d'ici 2022, de deux trains de nuit : Paris-Nice mais aussi Paris-Hendaye. Surnommée la Palombe bleue, la décision de supprimer cette dernière avait été prise par le gouvernement Valls. Entre Paris-Austerlitz et Hendaye, la Palombe bleue dessert notamment les villes de Toulouse, Tarbes, Pau, Orthez et Bayonne.

ENTREPRENEURS DU BTP ÊTRE À VOS CÔTÉS EN VEILLANT AUX GESTES BARRIÈRES...

**C'EST NOTRE
ENGAGEMENT !**

REJOIGNEZ-NOUS

Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics
des Pyrénées-Atlantiques

Maison du BTP - 2, allées Catherine de Bourbon
CS 37514 - 64075 PAU CEDEX
Tél. 05.59.84.85.00 - SchmittE@d64.ffbatiment.fr

CCI - Bureau 210 - 1, rue de Donzac
64100 BAYONNE
Tél. 05.59.59.17.60 - HordernN@d64.ffbatiment.fr



www.d64.ffbatiment.fr



MUTUELLE SANTÉ OCIANE, DU SUR-MESURE POUR CHACUN DE MES SALARIÉS

matmut.fr

L'intégralité des statuts et conditions générales d'Ociane sont disponibles sur matmut.fr.
Assureur de la garantie santé : Mutuelle Ociane - Mutuelle soumise aux dispositions
du Livre II du Code de la Mutualité. N° SIREN 434 243 085. Siège social : 35 rue
Claude Bonnier 33054 Bordeaux Cedex. Matmut - Mutuelle assurance des travailleurs
mutualistes - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par
le Code des Assurances. Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen. Crédit photo :
© Westend61 Gettyimages



Mutuelle
Ociane Matmut

EN CHIFFRE

6 800 C'est en m² la superficie du tiers-lieu qui sera aménagé au sein de la Sernam à Pau, près de la gare. Le bâtiment sera reconverti pour accueillir un espace de coworking, un fab-lab, des bureaux dédiés aux métiers créatifs mais aussi un skatepark et une brasserie. Livraison fin 2022 après un chantier de 5,8 millions d'euros.

Octime poursuit ses projets d'extension

60 nouveaux emplois : c'est ce qu'entend créer l'éditeur de logiciels Octime, spécialisé dans la gestion du temps de travail et des plannings, avec l'extension annoncée durant le premier confinement, et dont les travaux ont débuté durant le second. Octime, (215 salariés dont la moitié en Béarn), va construire un nouveau bâtiment à côté de son siège, sur la zone d'Orthez-Biron, près de l'échangeur de l'A 64. Mais ce n'est pas tout, le patron d'Octime, Guillaume Berbinau, va aussi aménager un hôtel de 60 chambres (enseigne Greet) et un restaurant de 100 couverts (enseigne La Boucherie). Les bureaux sont attendus en juin 2021, le restaurant en septembre 2021 et l'hôtel au printemps 2022. Objectif, 200 emplois à terme sur site entre les salariés de l'éditeur et ceux dédiés à l'hôtellerie-restauration.



Le chantier a débuté en novembre près de l'échangeur de l'A 64 d'Orthez-Biron.

© ARCHIVES BENOÎT ROUZAUD



Un nouveau siège pour Axione à Pau

Historiquement implanté à Pau depuis l'arrivée de la fibre, Axione intègre de nouveaux locaux cette fin d'année. Construit Boulevard Lucien-Favre, face aux derniers immeubles de la technopole Hélioparc, le bâtiment imaginé par l'architecte Julien Camborde va accueillir les 200 salariés béarnais de l'entreprise qui se partage actuellement entre l'immeuble, le Piano de l'avenue des Lilas mais aussi la zone d'activités de Berlanne à Morlaàs. En plus d'accueillir les salariés d'Axione qui se consacrent au réseau paloïs, Pau abrite aussi son centre de supervision national. Le site va se densifier puisque tout près, Hélioparc va construire un nouvel immeuble pour accueillir des entreprises en plein développement : Sopra Steria, Artelia et Météorage. © E.N.

UN NOUVEL ÉLAN POUR LA FRENCH TECH PAU BÉARN

18 mois après l'obtention du label national French Tech, la communauté French Tech Pau Béarn a élu son nouveau président en octobre dernier : il s'agit de Mehdi Jabrane, fondateur de la start-up Mapotempo, qui édite des solutions web de gestion de tournées. Mehdi Jabrane a démarré son projet au sein de la technopole Hélioparc et a rejoint en 2017, le groupe Octime, basé à Biron, pour accélérer son développement, notamment auprès des grands comptes. Mehdi Jabrane a présenté une feuille de route avec trois grands axes : finaliser la structuration de French Tech Pau Béarn, par la création d'un annuaire en ligne de l'écosystème des acteurs de l'innovation, d'une cartographie, des projets d'entreprise à fort potentiel et par la constitution d'un comité opérationnel ; ensuite créer des liens forts entre collectivités, entreprises privées, et start-up du Béarn afin de leur permettre de tester leurs innovations localement ; et enfin accompagner au plus près les start-up du territoire en fonction de leur degré de maturité. Rappelons que le label French Tech est accordé jusqu'à mars 2022.



L'équipe dirigeante de la French Tech Pau Béarn autour de son nouveau président Mehdi Jabrane. © D.R.

LE BASSIN DE LACQ

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE !

LA CHIMIE AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Groupement
d'Intérêt Public

chemparc.com

+33 (0)5 59 05 30 50

contact@chemparc.com



ENSEMBLE, RESTONS MOBILISÉS

1^{er} bailleur social du Département des Pyrénées-Atlantiques, plus que jamais, poursuivre notre mission sociale est essentiel et nous continuerons à l'assumer avec passion, à vos côtés.

11 371 LOGEMENTS
150 COMMUNES
19 763 LOCATAIRES
60,3M€ INVESTIS
dans l'économie locale

**PROCHE
DES TERRITOIRES
PROCHE DE VOUS**

NOTRE AMBITION :

- Agir auprès de nos locataires et des publics fragiles
- Accompagner les collectivités en lien avec les services sociaux
- Maintenir nos activités de construction et de gestion locative pour soutenir l'économie locale



L'OFFICE64 de l'Habitat et ses agences de proximité restent à votre disposition par mail, par téléphone, sur rendez-vous auprès de vos contacts habituels et via le portail locataire www.monespacelocataire.office64.fr

RESTONS EN CONTACT

www.office64.fr

05 59 43 86 86

La renaissance du lin des Pyrénées

Tombée dans l'oubli depuis l'entre-deux-guerres, la culture du lin regagne du terrain en Béarn. Sous l'impulsion de l'entreprise orthézienne Tissage Moutet (dont la production de linge basque a obtenu en novembre le label Indication géographique à l'instar de son confrère de Bidos Tissages Lartigue) mais aussi de passionnés, dont l'enseignant-agriculteur Jean-Marc Pecassou et l'agriculteur Régis Cassaroume, la filière est en passe de renaître de ses cendres. L'objectif étant à terme de pouvoir réapprovisionner en fibres naturelles l'usine orthézienne de tissages, qui pour l'instant s'approvisionne en Normandie, mais aussi envisager d'autres applications. Une association a été constituée et une machine russe acquise afin de permettre la collecte de lin, plante peu gourmande en eau et qui nécessite peu d'intrants. L'ensemble de la plante peut être valorisé. En Béarn, une trentaine d'hectares pourraient être plantés dans un premier temps.

Une machine venue de Russie a notamment été acquise pour la collecte du lin. © ARCHIVES E.N



À 200 ans, Ogeu ouvre son capital

Le producteur béarnais d'eaux minérales, qui souffle cette année ses 200 bougies, emploie 250 personnes (pour un chiffre d'affaires de 80 millions d'euros) et est toujours détenu par la famille fondatrice, ouvre pour la première fois son capital. Deux sociétés de capital-risque, Crédit Mutuel Equity et Pyrénées Gascogne développement, vont entrer au capital du groupe a-t-on appris fin septembre. « Ceci afin de soutenir sa dynamique de croissance en France et à l'international, et renforcer ses investissements pour répondre aux enjeux environnementaux » ont expliqué les trois acteurs de l'opération dans un communiqué. Avec ces investisseurs, le 4^e minéralier français, qui a cette année lancé une nouvelle eau, Lutetia, en région parisienne, entend être mieux armé pour négocier des défis comme la diversification ou le développement durable. © ARCHIVES A.T



LIDEA, NOUVEAU GÉANT DES SEMENCES

La fusion d'Euralis semences et de Causade semences a permis la naissance, au 1^{er} septembre dernier, de Lidea. Déjà dans le top 10 des semenciers mondiaux, Lidea totalise 8 usines de production (45 000 hectares en production) en France, Roumanie, Ukraine, Espagne et prochainement en Russie. Elle possède également 17 stations de recherche dans toute l'Europe. Lidea pèse 350 millions d'euros en chiffre d'affaires (210 pour Euralis semences et 140 pour Causade semences) et compte plus de 2 000 collaborateurs (1 300 à Euralis semences, 700 à Causade semences). Cette fusion doit permettre à la nouvelle entité d'atteindre une taille critique alors que les fusions se sont multipliées ces dernières années, et d'accéder rapidement à des positions de leader grâce à l'optimisation de ses investissements, mais aussi de poursuivre les investissements en recherche et développement nécessaires au développement des activités. La création de Lidea est aussi un temps fort de l'année pour Euralis, dont la direction générale est assurée depuis un an par Philippe Saux, et qui a annoncé son ambition d'effectuer « sa révolution » en allant plus loin dans la diminution de l'usage des intrants chimiques et en assurant la promotion de pratiques qui favorisent la biodiversité.



Des semences produites chez Euralis. © ARCHIVES ASCENDION TORRENT

EN CHIFFRE

40 C'est le nombre de bougies que souffle cette année l'AOP Ossau-Iraty. Si en raison du Covid, la fête prévue en Soule a dû être annulée, la filière peut quand même se féliciter du travail accompli pour la promotion de son fromage. Aujourd'hui, Ossau-Iraty, c'est 1 100 producteurs de lait, 150 transformateurs, 5 000 tonnes de fromage par an et une consommation en hausse de 5 % chaque année.

LACQ PLUS, un projet collectif pour une meilleure qualité de vie au travail

Première nationale dans le secteur industriel ! L'association Lacq Plus mène une action d'amélioration de la qualité de vie au travail afin de répondre aux besoins spécifiques de ses adhérents et aux enjeux de compétitivité des entreprises.

L'association Lacq Plus rassemble plus d'une centaine d'adhérents majoritairement implantés sur le bassin de Lacq ou à proximité et dont les activités sont étroitement liées au secteur industriel et des services à l'industrie. Les entreprises qui la composent sont de toutes tailles (TPE, PME...).

Dans une dynamique collective, l'association fonctionne autour de 4 commissions emploi-formation, communication, connectée et vie au travail qui travaillent et échangent sur les attentes de l'ensemble des adhérents.

Avec six entreprises membres de l'association, Lacq Plus s'est engagée à mettre en œuvre une dynamique de qualité de vie au travail et à promouvoir les actions auprès de ses adhérents.

Cette démarche innovante a pour objectifs d'informer sur les enjeux de la qualité de vie au travail, d'accom-

pagner la mise en place puis de partager les bonnes pratiques avec l'ensemble des adhérents car toutes les entreprises sont concernées quel que soit leur taille ou activité !

Les six établissements pilotes, ASCII, ATOUT VERT, SAMAT, SNEF, SOFRESI ENGINEERING, TOYAL EUROPE, sont représentatifs de la diversité d'organisations, d'activités (logistique, ingénierie, fabrication, services, maintenance) des entreprises du bassin de Lacq.

Grâce aux partenaires techniques et financiers, l'ANACT (Fonds pour l'Amélioration des Conditions de Travail) et la Direccte, la démarche a pu être lancée fin 2019 alors que la réflexion avait débuté dès 2018 autour de l'idée de performance globale de l'entreprise. Il s'agit aussi de travailler en synergie au sein de l'association puisque les experts techniques LMVT

Conseil et BIP INFO qui accompagnent le projet, sont des adhérents de Lacq Plus. C'est un projet d'ambition globale pour améliorer la compétitivité des entreprises, les conditions de travail, le dialogue social et mieux appréhender les changements. La crise sanitaire confirme l'importance de cette démarche pour soutenir l'activité territoriale.

Paroles d'entreprise

Stéphane REY, gérant de l'entreprise ATOUT VERT

« Nous sommes fortement engagés et certifiés en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise et la QVT en fait partie intégrante avec la prise en compte du bien être des salariés... L'objectif de la démarche est de mesurer notre niveau actuel, car nous y travaillons déjà depuis plusieurs années, et établir un plan d'action pour améliorer la vie des équipes, fidéliser les personnes qui nous accompagnent au quotidien et donner envie aux jeunes de rejoindre notre groupe »



Les missions de Lacq Plus

- Assurer la promotion du bassin, de l'emploi et des compétences
- Améliorer et développer le dialogue entre tous les adhérents
- Maintenir et favoriser la technicité, la compétitivité et la qualité de ses adhérents
- Sensibiliser la jeunesse à la richesse des métiers du bassin.

Contact

Céline FRATINI
lacqplus@pau.cci.fr
www.lacqplus.asso.fr
05 59 82 51 13





Un nouveau pôle de formation à Pau

24 millions d’euros, c’est ce que coûtera le Pôle Laherrère, qui doit pousser au cœur du quartier Saragosse, actuellement en plein renouvellement urbain. Porté par le bailleur Pau Béarn Habitat, le chantier doit débuter cette fin d’année et verra la construction de deux nouveaux bâtiments. Si une brasserie, une antenne du commissariat de police ou encore des logements étudiants sont prévus dans le futur ensemble, le pôle Laherrère doit surtout laisser une large place à la formation et à l’insertion. Plusieurs organismes seront regroupés : l’école de Thierry Marx accueillera ainsi les jeunes pour les former aux métiers de la cuisine, l’école Simplon préparera aux métiers de l’information et l’Ecole de la deuxième chance sera réservée aux décrocheurs pour leur remettre le pied à l’étrier. Livraison fin 2022.

EN CHIFFRES

12 C’est en millions d’euros la somme qui est investie pour bâtir l’Ipem II, dans l’enceinte de la technopole Hélioparc, à Pau. Le chantier de ce bâtiment de 5 000 m², accolé à son aîné, a débuté cette fin d’année et devrait durer jusqu’à fin 2021. Cet institut, qui dépend de l’Université de Pau et des Pays de l’Adour, regroupe près de 200 personnes qui travaillent notamment dans le domaine des matériaux.

La CCI de Pau entre dans le capital de l’Estia

L’Estia, l’école d’ingénieurs basée à Bidart et qui dépend de la CCI Pays basque a procédé à une levée de fonds cette année et a finalisé une augmentation de capital à hauteur d’1,25 million d’euros, afin de poursuivre son développement. Quatre CCI de Nouvelle-Aquitaine, une entreprise industrielle, un fonds de développement local, mais aussi le Crédit Agricole Pyrénées-Gascogne, via sa filiale PG Invest, ont souscrit à cette levée de fonds, permettant de porter le capital à 4,3 millions d’euros. Parmi, les nouveaux entrants, on note la présence de la CCI Pau-Béarn, qui investit 150 000 euros dans l’établissement, tout comme celle de Nouvelle-Aquitaine, alors que la CCI des Deux-Sèvres injecte 500 000 euros.

Basée au sein de la technopole Izarbel à Bidart, l’Estia compte un millier d’étudiants.

© ARCHIVES M.Z



LES NOUVELLES AMBITIONS DE L’ESC PAU

L’Ecole supérieure de commerce de Pau a confirmé en octobre sa sortie des concours communs (Passerelle et BCE) afin de privilégier son propre système de recrutement. Une décision prise et mise en œuvre un an plus tôt. « Nos mondes sont impactés par de multiples ruptures et l’exigence écologique doit être au cœur de nos réponses » selon l’établissement, qui voit sa mission comme la « formation d’individus à impact positif sur le business. » Un an après, l’ESC a rempli ses objectifs de recrutement. Des étudiants issus des classes préparatoires ont même intégré l’école. L’ESC, qui dépend de la CCI Pau et est dirigée par Youssef Errami, est également sortie des classements des grandes écoles de commerce réalisés régulièrement par les médias. « Les critères de classement actuels n’étant pas en capacité de prendre en compte la pédagogie, qui est le cœur de métier, participer n’avait plus de sens » a expliqué l’ESC. Par ailleurs, l’établissement a présenté en novembre « For Tomorrow 2025 » : un plan de développement pour les 5 ans à venir. L’ESC va notamment glisser vers un statut de société commerciale. Ce changement du mode de gouvernance vise à se doter d’outils permettant de dégager de l’autofinancement pour les investissements à venir. Parmi les projets, rénovation des locaux, renforcement des liens avec l’Inde et développement des passerelles avec l’Afrique ou encore montée en force de l’e-learning.



L’ESC nourrit de nouvelles ambitions pour son développement. © ARCHIVES M.Z



SECURE YOUR BUSINESS*

Avec ses enquêtes terrain et sa garantie de paiement, Pouey International assure 100 % du montant de vos transactions clients. Et votre business avance.

*SÉCURISEZ VOTRE BUSINESS



Pouey
International
Depuis 1884

0 820 013 030 Service 0,12 € / min
+ prix appel

pouey-international.fr

EN LUMIÈRE

ÉCONOMIE DU BÉARN : BILAN DE SANTÉ DE FIN D'ANNÉE

→ Comme dans tout le pays, le tissu économique béarnais a souffert des deux périodes de confinement et des restrictions liées à l'épidémie. Plusieurs filières sont évidemment touchées, notamment l'aéronautique, mais aussi l'hôtellerie-restauration ou le tourisme. Mais d'autres ont déjà amorcé un rebond comme le bâtiment et les travaux publics.

→ Dans ce paysage très contrasté, le directeur départemental de la Banque de France nous aide à y voir plus clair, estimant notamment que les

Pyrénées-Atlantiques ont des atouts pour repartir, même s'il faudra des mois avant de retrouver le niveau d'activité d'avant-crise. En attendant, l'Etat et ses opérateurs comme Pôle Emploi sont sur le pont.

→ Cette longue crise aura aussi permis à de nombreuses entreprises et salariés de goûter au télétravail, ce qui ne fut pas toujours sans défiance de part et d'autre. Désormais encadré par un accord national et soutenu par les nouveaux réseaux, le télétravail pourrait s'étendre.

L'ÉCONOMIE

du 64 touchée... mais pas coulée

Le directeur départemental de la Banque de France, Frédéric Cabarrou, ne peut que constater les dégâts de l'épidémie sur l'économie locale. Pointant la bonne résistance de certaines filières, il liste aussi les raisons d'espérer.

INTERVIEW

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a récemment indiqué que le PIB serait en baisse de 12 % en novembre, soit un second confinement certes douloureux mais toutefois moins rude qu'en avril. Au regard de vos données, constatez-vous un phénomène semblable dans notre département ? Effectivement, la chute d'activité a été plus brutale lors du premier confinement avec un recul de 32 % fin mars par rapport au niveau normal d'avant-pandémie. Les 8 500 entreprises interrogées fin octobre dernier lors de notre enquête mensuelle de conjoncture s'attendaient à une perte d'activité de 12 % en novembre, mais avec des différences sectorielles très fortes.

Ainsi, dans l'industrie, le niveau d'activité fin octobre représentait 91 % du niveau jugé normal, avec par exemple un quasi-retour à la normale dans l'agroalimentaire, alors que dans l'aéronautique, le repli est de plus de 30 % par rapport à l'avant-Covid. De même, certaines activités de services aux entreprises (transport, informatique, édition, services d'information, activités juridiques et comptables...) se situent à un niveau proche d'avant-crise, en raison notamment du recours au télétravail, alors que d'autres sec-

teurs restent durablement affectés (hébergement, restauration, activités de loisirs et services à la personne).

Concernant notre département, nous interrogeons en ce début décembre environ 120 chefs d'entreprise sur l'activité de novembre et celle prévue pour décembre. Nous aurons les résultats vers mi-décembre, mais d'ores et déjà on peut dire que contrairement à la chute brutale d'activité qui a touché l'ensemble des secteurs lors du premier confinement, on observe lors du second confinement que les usines et les chantiers fonctionnent, et que les services aux entreprises résistent bien. D'une manière générale, les entreprises bénéficient de l'effet d'apprentissage sur le télétravail notamment, de la mise en place des mesures de protection sanitaire depuis plusieurs mois, ainsi que d'un contexte différent avec l'ouverture des établissements scolaires. Enfin, la réouverture des commerces « non essentiels » depuis le 28 novembre est une bonne nouvelle pour notre économie.

Craignez-vous que, malgré les aides de l'Etat, de nombreuses entreprises des Pyrénées-Atlantiques ne puissent se relever des deux périodes de confinement et qu'on assiste à de nombreuses disparitions de TPE et PME au premier trimestre 2021 ? Les impor-

« TRADITIONNELLEMENT, L'ÉCONOMIE BASCO-BÉARNAISE EST ASSEZ RÉSILIENTE. »

tantes mesures de soutien prises par l'Etat (fonds de solidarité, exonérations ou reports d'échéances fiscales et sociales, chômage partiel, prêts garantis par l'Etat) ont permis à l'économie de tenir bon et de préserver les trésoreries des entreprises.

A ce stade, on constate que la vague de défaillances annoncée ne s'est pas encore produite, avec paradoxalement un fort recul des défaillances d'entreprises, de l'ordre de 30 % à fin octobre sur notre département ainsi qu'au plan national. De même, les dépôts de dossiers de surendettement des ménages, qui ont fortement baissé durant le confinement, ne repartent pas à la hausse ces dernières semaines. Toutefois, de nombreuses entreprises sont toujours sous assistance respiratoire, et c'est d'ailleurs au premier semestre 2021, lorsqu'elles devront commencer à rembourser les premières échéances de prêts (PGE), les moratoires fiscaux accordés et que la reprise d'activité consommera des liquidités, que les difficultés pourraient apparaître. Selon l'OFCE, la hausse des défaillances pourrait aller jusqu'à

80 % par rapport à l'année 2019, qui en avait enregistré 51 000 sur le territoire national, dont 485 dans notre département.

Dans ce tableau, quelles filières vous inquiètent ? On parle beaucoup bien sûr de l'aéronautique, mais d'autres vous semblent-elles en danger ? Notre département est caractérisé par une industrie forte, représentant 12,4 % de l'emploi industriel régional avec trois secteurs qui emploient plus de la moitié des salariés : la fabrication de matériel de transport et la métallurgie, tous deux positionnés sur les marchés aéronautiques, ainsi que l'agroalimentaire.

Dans l'aéronautique, on peut observer que certains grands donneurs d'ordre ont signé des

accords d'activité partielle de longue durée (APLD) permettant d'avoir recours au chômage partiel jusqu'à 40 % de l'activité. Cela permet de limiter les licenciements mais surtout de préserver les compétences, dans l'attente d'une reprise du trafic aérien. En revanche, chez les sous-traitants qui sont souvent mono-activité et ne se sont pas assez diversifiés, le choc est plus rude et on assiste déjà aux premiers plans sociaux qui sont annoncés dans notre département.

Par ailleurs, la part des services est plus importante dans notre département, en lien avec le tourisme, puisque notre département bénéficie de l'attrait des plages, de la montagne, du thermalisme et de la thalassothérapie et



Le secteur du bâtiment s'est rapidement redressé en



Pour Frédéric Cabarrou, le retour à la normale sera pour 2022. © ARCHIVISE.N.



Pyrénées-Atlantiques à l'issue du premier confinement, constate le directeur départemental de la Banque de France. © ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIGNONNET

emploi plus de 13 000 salariés dans l'hôtellerie-restauration. Même si l'activité repartira avec la perspective crédible de l'arrivée des vaccins, certains, notamment parmi les plus petites entreprises, auront probablement du mal à se relever de ce choc.

A contrario, quelles sont les filières qui ont pu s'adapter et résister durant cette période ? L'économie basco-béarnaise est-elle résiliente ? Traditionnellement, on constate que l'économie basco-béarnaise est assez résiliente, avec un taux de chômage parmi les plus bas de la région, à 6,2 % pour le second trimestre 2020. En outre, l'administration publique, la santé humaine et l'action sociale représentent plus d'un tiers de l'emploi salarié et jouent un rôle d'amortisseur. Durant cette période inédite, on observe que le secteur du bâtiment s'est très rapidement redressé, certains services aux entreprises également. Enfin, les activités de recherche et développement, en lien avec la filière pétrochimie, représentent un atout sur le long terme, de même que l'attractivité de notre territoire qui devrait se poursuivre.

Le gouvernement a présenté tout un arsenal de mesures réunies dans un « plan de relance ». A votre connaissance, les entreprises locales commencent-elles à se saisir de ces oppor-

tunités ? Le plan de relance de 100 milliards d'euros va dans le bon sens et il faut agir vite afin de bien déployer ces investissements. Quand nous serons sortis de l'urgence sanitaire, nous devons reconstruire une économie qui soit meilleure, à la fois plus écologique, plus digitale et plus qualifiée, et cette rude crise peut être aussi un accélérateur d'une nouvelle économie.

Au plan local, les services de l'Etat, sous l'égide du préfet, travaillant en partenariat avec les CCI, se mobilisent pour communiquer et informer les acteurs locaux sur les différents dispositifs du plan de relance. Il est important que les entreprises puissent répondre aux différents « appels à projets », afin que notre territoire puisse être accompagné dans les investissements avec des emplois à la clé. On considère que le département des Pyrénées-Atlantiques représente environ 1 % du national : ainsi, l'ensemble des acteurs économiques doivent jouer collectif aux côtés de l'Etat et de la Région afin que notre territoire bénéficie d'au moins 1 milliard de ce plan de relance.

Au vu de la mobilisation sur le terrain, nous pouvons être confiants. Plusieurs appels à projets ont été lancés au travers de quatre fonds de soutien qui sont dédiés à la filière automobile et

« LA DEMANDE DES MÉNAGES SERA L'UNE DES CLÉS DE LA REPRISE. »

aéronautique, à l'investissement industriel, à la relocalisation (« résilience ») et à la décarbonation de l'industrie.

D'ores et déjà, 11 entreprises de notre département ont été retenues pour un montant de subventions de près de 9 millions d'euros. Si ces appels à projets concernent principalement l'industrie, d'autres mesures permettent d'accompagner les TPE-PME (aides pour celles qui interviennent dans le recyclage des plastiques, nouveau crédit d'impôt pour la rénovation énergétique des locaux des TPE-PME, soutien apporté par la Banque des territoires au commerce des centres-villes notamment...).

Si la crise sanitaire devait s'éloigner avec l'arrivée prochaine d'un vaccin, 2021 pourrait-elle être une année de « rattrapage » avec un haut niveau de la consommation et une forte croissance à la clé ? Soyons clairs, le retour de la croissance passe d'abord par le retour de la confiance sanitaire. La Banque de France publiera mi-décembre ses prévisions de croissance : jusqu'ici, dans un contexte mouvant et non stabilisé, nous prévoyons que l'économie française se contractera de

Fonds de solidarité : plus de 20 000 entreprises aidées

Mi-novembre, la direction générale des finances publiques du département (DGFIP) a donné des informations sur le nombre d'entreprises des Pyrénées-Atlantiques qui ont pu bénéficier du fonds de solidarité.

Rappelons que ce fonds, doté de 7,5 milliards d'euros après avoir été régulièrement abondé, a été mis en place par le gouvernement dès le premier confinement. Il a vocation à indemniser les indépendants ou les gérants de TPE-PME de moins de 50 salariés dont les entreprises ont été fermées administrativement durant les périodes de confinement ou, même si elles ont pu rester ouvertes, ont connu une chute importante de leur chiffre d'affaires. Dès que leur perte de chiffre d'affaires atteint 50 %, elles peuvent bénéficier d'une

aide mensuelle de 1 500 euros. Celles fermées administrativement ou appartenant aux secteurs S1 et S1 bis (culture, tourisme, sport, événementiel...) bénéficient, elles, d'une aide mensuelle de 10 000 euros.

Dans le département, selon les données de la DGFIP, ces entreprises se comptaient 22 037. Elles se sont partagé plus de 70 millions d'euros. Le montant maximum versé pour une entreprise a atteint 10 500 euros. En cette fin d'année, le gouvernement a élargi la palette de ces aides. Les entreprises pourront, pour les pertes du mois de décembre, choisir entre une compensation de leur chiffre d'affaires dans la limite de 10 000 euros ou le versement de 20 % de leur chiffre d'affaires, dans la limite de 200 000 euros, quel que soit l'effectif.



Le fonds de solidarité est notamment prévu pour les gérants d'entreprise qui ont été fermés administrativement. © ARCHIVES NICOLAS SABATHIER

9 % à 10 % en 2020, avec une reprise estimée à 7,4 % en 2021. Le PIB du troisième trimestre 2020 vient d'être révisé à la hausse, affichant une progression de +18,7 %. Durant cette période marquée par le déconfinement et les vacances d'été, les dépenses de consommation des ménages ont vivement progressé de près de 18 %, et notre département en a profité.

Vous avez raison, la demande des ménages sera l'une des clés de la reprise : globalement, nous estimons que l'épargne supplémentaire liée au Covid est de l'ordre de 90 milliards d'euros. Ce qui représente près de 4 % du PIB. C'est une réserve très importante de croissance, si nos concitoyens décident de consommer dans les deux prochaines années une partie de cette épargne accumulée. Cela nécessite un regain de confiance et d'optimisme de la part des ménages.

Vous parlez de rattrapage : c'est comme si nous avions descendu 32 marches et remonté ensuite rapidement 27, avant de nous arrêter sur un palier en octobre : remonter les dernières marches prendra un peu de temps et un retour à la normale ne se fera probablement pas avant 2022. C'est comme les derniers mètres d'un col à vélo qui sont souvent les plus durs !

EN CHIFFRES

32 280 C'ÉTAIT, À LA FIN DU TROISIÈME TRIMESTRE, C'EST-À-DIRE AVANT LE SECOND CONFINEMENT, LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIE A) RECENSÉS DANS LE DÉPARTEMENT. CERTES, C'EST 10 % DE PLUS QU'UN AN PLUS TÔT QUAND LE NOMBRE D'INSCRITS À PÔLE EMPLOI DANS LE 64 ÉTAIT ALORS INFÉRIEUR À 30 000. MAIS C'EST AUSSI 15 % DE MOINS QU'À LA FIN DU SECOND TRIMESTRE.

EN CHIFFRES

7 746 SELON L'INSEE, C'EST SUR UN AN LE NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES DANS LE DÉPARTEMENT ENTRE SEPTEMBRE 2019 ET SEPTEMBRE 2020. SOIT UNE HAUSSE DE 1,6 % PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE DE SEPTEMBRE 2018 À SEPTEMBRE 2019.

Le télétravail s'est peu à peu ancré dans le fonctionnement des entreprises



Le télétravail s'est imposé dans les entreprises cette année, malgré les réticences de certains employeurs.

© ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIONNET



Quatre cadres sur 10 ont alterné télétravail et activité en présentiel

Selon un sondage de Cadremploi, réalisé en novembre, 39 % des cadres ont alterné télétravail et activité en présentiel, tandis que près d'un tiers des cadres (32 %) ont télétravaillé à 100 %. Enfin, un cadre sur six environ a travaillé uniquement en présentiel. Environ les deux tiers des cadres qui télétravaillent partiellement ou à 100 % disent gagner grâce au télétravail en efficacité (65 %), productivité (63 %) et concentration (63 %).

Le confinement a conduit les entreprises à accélérer le recours au télétravail afin de poursuivre leur activité. Des mutations qui se sont faites très progressivement, l'approche des employeurs ayant dû parfois évoluer dans ce domaine.

Il s'est imposé cette année dans les entreprises et les administrations publiques : le télétravail. Certes travailler à distance était déjà possible mais encore fallait-il réunir la confiance et l'accord de l'employeur, ce qui était le plus souvent le plus compliqué, une bonne connexion et aussi une organisation domestique ad hoc. Les ordonnances de 2007 encourageaient déjà à la mise en place du télétravail mais les deux périodes de confinement lui ont donné un coup d'accélérateur inespéré.

Meilleure productivité ?

Il faut dire que le gouvernement n'a cessé de marteler l'importance de permettre aux salariés de pouvoir travailler de chez eux. Et dans de nombreuses entreprises, bien qu'au niveau national les partenaires sociaux aient mis du temps à s'accorder, on s'est donc familiarisé avec de nouveaux outils comme Google Meet ou Zoom (visio) ou les messageries que sont Hangout (désormais Google chat ou WhatsApp). « 40 % des emplois pourraient être télétravaillés » a évalué France Stratégie. D'autant que plusieurs études (américaines notamment) ont aussi mis en lumière une meilleure productivité des salariés, liée notamment à la disparition des pauses et au gain de temps dans les transports. D'autres regrettent quand même

que le télétravail entraîne une baisse de la créativité, en raison de la diminution des échanges collectifs, et de la réactivité quand survient un problème.

Impact pas négligeable chez Total

Chez Total à Pau, plus grand site privé de Nouvelle-Aquitaine avec ses 3 000 salariés, le télétravail a été appréhendé de manière différente lors des périodes de confinement. Pour le premier, le CSTJF (Centre scientifique et technique Jean-Feger) avait fermé ses portes plusieurs semaines. « Il ne restait qu'une quinzaine de personnes sur site, pour assurer la sécurité ou la maintenance de notre supercalculateur Pangea III. Cette fois, le gouvernement n'a pas souhaité stopper l'activité. Du coup, nous avons mis en place une organisation afin d'assurer la continuité de nos missions. Le télétravail est la règle. Les collaborateurs qui ont besoin d'accéder à des outils de travail, qu'ils ne peuvent délocaliser chez eux, reviennent, pour un maximum de deux jours par semaine au bureau »

Lors du second confinement, Thierry Renard, directeur du CSTJF, a passé plusieurs heures à négocier avec les représentants du personnel. Objectif, orchestrer

EN CHIFFRES

40 % C'EST LA PART DES EMPLOIS QUI SERAIENT « TÉLÉTRAVAILLABLES ».

sans fausse note, le reconfinement et son corollaire, le télétravail. Son impact n'est pas négligeable sur la marche du centre d'expertise palois, où s'élaborent les méthodes de production et d'exploration de la compagnie pétrolière nationale. « Les syndicats nous ont alertés sur les risques psychosociaux. Ce reconfinement a un impact indéniable sur le moral des collaborateurs. Il va encore distendre le lien social quelque temps. Pour certaines personnes, dont la vie est nourrie essentiellement par les journées dans l'entreprise, c'est une épreuve », reconnaît Thierry Renard.

« Nous avons tiré deux enseignements, du premier confinement », poursuit le dirigeant de Total. « Au printemps dernier, nous avons été capables, grâce à notre organisation et nos moyens informatiques, de poursuivre l'activité. Le travail à distance n'avait pas trop affecté la dynamique interne et la cohésion d'équipes, déjà constituées. Cette fois, nous som-

mes plus réservés. Depuis fin août, il y a eu pas mal de mouvements de personnel au CSTJF. Les équipes ont été chamboulées et, parfois, ne se connaissent pas encore très bien. »

10 % des effectifs sur site

Pour ce second confinement, Thierry Renard estime qu'il y a environ 300 personnes sur site : « Les personnes qui travaillent dans les laboratoires comme le Pôle d'études et de recherches de Lacq ainsi que la carothèque. » Total qui avait réalisé au printemps, une grosse opération de rapatriement de ses expatriés et de leurs familles sur Pau, depuis le Golfe de Guinée notamment, a décidé de ne pas autoriser pour l'instant, le retour des familles. « Les conditions sanitaires ne sont pas encore suffisantes. Du coup, seuls les collaborateurs sont repartis, sans leurs familles. Une décision difficile. Nous avons également stoppé les déplacements en avion afin de privilégier les visioconférences. On estime que cette situation devrait encore durer au moins jusqu'à l'été 2021. »

Chez le voisin Teréga, au retour du premier confinement, les salariés ont pu continuer à télétravailler à raison de deux jours par semaine. Il y a 388 personnes qui travaillent en temps normal à l'Espace Volta, le siège social de Pau. Depuis le début du reconfinement, ce nombre a fondu, pour tomber à 30 à 40 par jour seulement. « Aujourd'hui, 66 % des 597 collaborateurs de l'entreprise sont en télétravail. Pour maintenir la continuité du service, les postes opérationnels restent mobilisés sur le terrain. Les chantiers sont également maintenus, contrairement au premier confinement », précise

Valérie Le Gars, directrice des ressources humaines.

Dans l'état actuel de la pandémie, les bureaux restent ouverts, même si c'est à titre exceptionnel. « Teréga a mis en place un système qui alterne le télétravail et la possibilité de venir au siège, quand c'est nécessaire. Nous tolérons les passages pour des raisons indispensables. Nous avons été obligés également de maintenir en présentiel, tout ce qui concerne les formations liées à la sécurité. Néanmoins, on évite les rassemblements et on veille à limiter au maximum les interactions ».

Le moral des troupes

Ce nouveau confinement n'est pas sans effet sur le moral des troupes, ainsi que la productivité. « L'état d'esprit de nos collaborateurs est clairement différent de celui du premier confinement. Au printemps, on sentait une forte mobilisation des gens, une belle dynamique. Aujourd'hui, on perçoit plutôt une immense lassitude, une baisse de régime. Le moral est atteint. Il est néanmoins prématuré d'évaluer si la productivité en souffre ».

À l'issue de la première période de télétravail et confinement Teréga avait réalisé une évaluation globale de cette période exceptionnelle, avec l'ensemble de ses collaborateurs, afin de voir ce qui avait fonctionné ou pas. « Nous avions alors un contexte plus restrictif. On avait beaucoup de visioconférences. On a une organisation un peu plus souple aujourd'hui. » Teréga veille également à prévenir les risques psychosociaux, qui sont plus élevés quand les salariés sont à distance. « Entretenir la cohésion sociale est une priorité. »



Des conséquences pour le marché immobilier

S'il se confirme une fois passée la pandémie, le télétravail aura des conséquences sur l'immobilier de bureaux mais aussi sur l'habitat. Les entreprises ayant besoin de mètres carrés, pourraient réviser la superficie qu'elles accordent à leurs salariés et se séparer d'espaces devenus trop peu utilisés. En France, c'est ce que fait PSA qui vient de quitter son siège social de Rueil-Malmaison et souhaite qu'un maximum de salariés soient en télétravail. Le marché de l'immobilier de bureaux pourrait lui souffrir de ce développement avec des programmes annulés. Pouvant désormais travailler de chez eux, les salariés pourraient quant à eux s'éloigner des zones d'emplois pour résider en milieu rural ou dans des petites villes.

Fibre, 4 G, 5 G... les réseaux se déploient

Pour réussir la bascule dans le télétravail, mieux vaut avoir une connexion de qualité. Cela tombe bien : en Béarn, les réseaux s'étoffent. Notamment celui de la fibre optique qui bat son plein dans tout le 64.

Il ne suffit pas de décréter qu'il faut qu'un maximum de salariés travaillent de chez eux, encore faut-il que ces derniers puissent le faire. Pas toujours simple en effet, notamment en zone rurale, d'avoir un réseau internet de qualité. Pour autant, peu à peu, fibre, téléphonie (lire ci-dessous) les réseaux de communication se déploient et les fractures numériques se résorbent.

Dans les zones urbaines, il y a bien sûr les programmes de déploiement de la fibre optique conduits par les opérateurs comme Axione sur l'agglomération paloise ou encore Orange sur le littoral basque. Mais c'est en zone plus rurale, que les besoins sont les plus nécessaires.

Objectif fin 2023

Avec le confinement et le développement du télétravail, la crise sanitaire a sans doute révélé de façon plus marquante



Les nœuds de raccordement optique sont peu à peu posés en Pyrénées-Atlantiques. 62 sont prévus à terme. © ARCHIVES A.R.

encore les fractures numériques qui peuvent exister sur un territoire. Et comme réponse l'importance de disposer d'un réseau de fibre optique, qui permet d'augmenter le débit (jusqu'à 300 fois) et d'avoir un signal constant, de bout en bout.

L'ambition du conseil départemental n'est pas mince puisqu'il se traduit par un engagement à 466 millions sur 25 ans (dont 315 pour les travaux), entre la collectivité présidée par Jean-Jacques Lasserre (et son

syndicat mixte La Fibre 64 dans lequel on retrouve aussi les intercommunalités du 64) et Altice France (SFR), chargé des infrastructures (via sa filiale THD 64, délégataire).

Objectif affiché : une couverture à 100 % des Pyrénées-Atlantiques d'ici 2023, en rendant éligibles 226 490 prises optiques chez les usagers. Certes, la crise sanitaire a imposé de revoir le calendrier. Alors que 32 000 prises ont déjà été rendues éligibles, le but est désormais

d'atteindre les 68 000 prises à fin 2020 (contre 88 000 initialement), d'en installer 60 000 de plus en 2021, le même nombre en 2022 et enfin 38 000 en 2023. Alors que l'échéance de juin 2023 était souhaitée, il faut plutôt espérer désormais une fin de chantier en décembre 2023.

Installer les NRO

Mais avant cela, il faut déjà terminer l'installation des NRO (nœud de raccordement optique), dont chaque pose sur un

territoire est saluée par les élus locaux. Cette fin d'année, ils sont déjà une cinquantaine à avoir été installée sur les 68 envisagés. De ces NRO, les tuyaux courent ensuite vers des SRO, sous-répartiteurs optiques. Là aussi, il faut les aménager : 620 sont déjà prévus. De quoi permettre de servir les premiers abonnés à la fibre départementale, qui se comptaient déjà plusieurs centaines cette fin d'année. Peut-être de nouveaux télétravailleurs.



Le cœur de l'agglomération de Pau est déjà fibré à 100 %

17 ans après le lancement du projet par André Labarrère, le délégataire Axione, et son émanation la Fibre paloise, ont achevé son chantier de déploiement dans le cœur de l'agglomération paloise en début d'année. La société a ainsi installé 95 000 prises à disposition d'autant de foyers ou d'entreprises. Reste à ces derniers à se saisir de l'opportunité de se raccorder à ce nouveau réseau en sollicitant un opérateur. A noter que l'équipement de la zone périurbaine de l'agglomération paloise est lui pris en charge par le conseil départemental et son syndicat mixte la Fibre 64.

Téléphonie mobile : la 5G arrive et la 4G continue à s'étendre

Parallèlement à la fibre, les réseaux de téléphonie mobile ne sont pas non plus spectateurs. La 5G a fait couler beaucoup d'encre cette année et reste contestée. Pourtant, ses défenseurs estiment que ce réseau est aussi un levier d'attractivité, nécessaire au développement économique et à la relocalisation mais aussi aux nouveaux usages comme la télémédecine.

5G : Orange est déjà là

Cette technologie, qui correspond à la cinquième génération de réseau mobile est appelée à épauler puis, à plus long terme, remplacer la 4G ces prochaines années. Elle se veut également complémentaire de la fibre optique, tout en disposant d'une meilleure densité de couverture. Orange a ainsi pu expérimenter la 5G à Pau avant même la commercialisation des premières offres. Et le groupe propose des offres à saisir dès ce 15 décembre. Pau sera la première ville de Nouvelle Aquitaine connectée à la 5G.

Fin septembre, la mise aux enchères des fréquences par le gouvernement avait en quelque sorte donné le coup d'envoi de la

commercialisation. Les quatre grands opérateurs (Orange, SFR, Bouygues et Free) se sont positionnés et c'est Orange qui avait arraché le plus grand nombre de lots, quatre, devant SFR, trois, et Bouygues Telecom et Free, deux chacun. A la clé, trois milliards d'euros pour l'Etat et la perspective de rattraper des pays bien équipés comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne.

La 4G a son new deal

Pour autant, la 5G a beau être quatre fois plus rapide que son aînée, la 4G, cette dernière n'a pas dit son dernier mot. Grâce au plan national, le « new deal mobile. » Son déploiement se poursuit en effet en Pyrénées-Atlantiques avec l'implantation ou la reconversion régulière de pylônes en zones rurales. Selon l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes, 84 % du département sont couverts en 4G, pour plus de 99 % de la population basco-béarnaise (99 % par Orange, 98 % par Bouygues et SFR, 95 % par Free). D'ici fin 2022 après une trentaine de millions d'euros investis, la couverture du réseau en 4G du 64 sera achevée.



VOTRE PROJET CROÎT EN LUYS...

CHEFS D'ENTREPRISES, LA CCLB S'ENGAGE POUR FAVORISER VOTRE DÉVELOPPEMENT

AMÉNAGEMENT • IMMOBILIER • ACCOMPAGNEMENT • SERVICES

Pôle Développement Économique

05 59 33 72 34 • 06 27 95 77 71

antoinehielle@cclb64.fr

www.cclb64.fr



Comment Pôle emploi se mobilise face à la crise

Le nouveau directeur territorial pour le 64 prend ses fonctions en pleine crise sanitaire.

« J'arrive sur un territoire que je ne connais absolument pas. Mais déjà il me paraît très dynamique, entre la Côte basque très liée au tourisme et le côté béarnais plus industriels, besoins... » David Vialat, originaire du Gard, a vite apprivoisé les contours du département où il est, depuis le 1^{er} octobre, directeur de Pôle emploi. Lui qui a auparavant occupé une direction territoriale à deux pôles (celle du Poitou, entre Vienne et Deux-Sèvres) n'est pas dépaycé : « Mais ici au moins, on n'a qu'un seul préfet, et un conseil départemental ! »

300 soignants identifiés

S'il n'a pas d'ordre de mission particulier - « l'objectif final est toujours de permettre la rencontre entre demandeur d'emploi et entreprise » -, cet ancien de l'ANPE veut « poursuivre ce qui a été mis en œuvre, et l'adapter dans un contexte si particulier de la crise « sans oublier la mission d'accueil du public, et l'indemnisation ». Sitôt après son arrivée, il a eu à essuyer l'arrivée de la deuxième vague, un agent sur



David Vialat est arrivé le 1^{er} octobre à la tête de Pôle emploi. © G.B.

deux est désormais en télétravail - « mais sans rupture de service, ni dans le suivi ni dans l'accueil ». Et les équipes se sont mobilisées comme jamais pour apporter leur pierre à la lutte contre l'épidémie, dans leur domaine de compétence : « Ils ont appelé tous ceux qui, dans nos fichiers, étaient diplômés dans les métiers de santé, qu'ils aient pratiqué, qu'ils soient en reconversion ou en recherche dans le secteur. Nous avons identifié 197 aides-soignantes et 88 infirmiers prêts à donner un coup de main dans l'un des 118 Ehpad du

département. C'est un peu notre "réserve sanitaire" », confie le directeur, admiratif du boulot « assez phénoménal » des agents dans cet épisode qui est « l'incarnation du service public ».

Si le nombre d'offres est reparti en trombe après le premier confinement, la courbe s'est singulièrement abaissée depuis la rentrée. « On avait retrouvé en juin-juillet le niveau de 2019, mais on fait face à une grosse diminution, dans un marché du travail totalement déboussolé » explique David Vialat pour qui « le gros enjeu est la

transférabilité des compétences. » Les métiers de l'hôtellerie-restauration, qui peinent d'habitude à recruter, se retrouvent du jour au lendemain sans activité. Même en cas de reprise, il y aura de la casse sociale, comme dans le commerce.

Pas de vague d'inscriptions

Le bâtiment, qui à l'inverse cherche aujourd'hui des bras, même durant le confinement, pourrait très bien recruter des bras qui sont aussi des têtes « sur des métiers avec des qualifications qui se recoupent, ou des

formations efficaces. » Pôle emploi doit alors jouer de ses outils, dispositifs gouvernementaux pas toujours très lisibles - « on fait beaucoup de pédagogie » - et rencontres avec les acteurs locaux. Pôle emploi n'a pas enregistré de vague d'inscriptions, « grâce aux amortisseurs sociaux. » La partie du plan de relance consacrée directement à l'emploi, 15 milliards sur 60, fait que l'organisme public n'a jamais été aussi bien armé.

19 agents en renfort

« En Pyrénées-Atlantiques, 19 agents sont venus renforcer les équipes en septembre, « dont six destinées à l'accompagnement intensif des jeunes. » En tout, 14 personnes se concentrent sur le suivi, sur une période de six mois, de moins de 25 ans de tous profils, « avec des résultats vraiment significatifs. »

David Vialat, qui a fait toute sa carrière à Pôle emploi, souligne les évolutions dans la stratégie nationale de retour à l'emploi : « On a beaucoup écouté les premiers intéressés, les demandeurs comme les entreprises, pour se remettre en question. Alors même si l'on reste associé à des moments tristes de la vie, on est dans une dynamique optimiste pour chercher des solutions, collectivement. »

Made in NOUVELLE-AQUITAINE FRANCE

Pour les fêtes,

CONSOMMEZ & OFFREZ

du

Made in NOUVELLE-AQUITAINE

made-in-nouvelle-aquitaine.fr

Mode, déco, écoresponsable, vie pratique, à table...

Illustrations : Région Nouvelle-Aquitaine & iStock / Shutterstock / AdobeStock

Le Bassin de Lacq fait le pari de la relocalisation

Grâce à son histoire industrielle et son savoir-faire, le Béarn peut espérer attirer de nouvelles industries auparavant parties sous d'autres cieux.

Cela n'a pas traîné. Dès le mois d'avril, alors que le premier confinement était loin d'être achevé, les décideurs du bassin de Lacq, regroupés autour de Chemparc et des élus de la Communauté de communes de Lacq-Orthez, faisaient connaître leur ambition d'accueillir des activités productives susceptibles d'être relocalisées.

« Les acteurs du bassin de Lacq souhaitent tirer les enseignements de la crise et anticiper la reconstruction, en menant une réflexion visant à relocaliser la production de composants de base et d'ingrédients actifs dans les domaines de la chimie, de la pharmacie et de la cosmétique », écrivent-ils alors dans un communiqué.

Prise de conscience

Il est vrai que le thème de la relocalisation s'impose alors dans les débats et que le président Macron et le gouvernement en ont fait un des piliers du plan de relance, listant notamment les activités à faire revenir sur le territoire hexagonal : dans la santé et la pharmacie, l'agroalimentaire, l'électronique... Déjà bien pourvu en usines sur ces segments (Novasep, SFC, Sanofi...) mais ayant aussi connu quelques douloureuses fermetures ces 20 derniè-

res années (Pechiney, Celanese, Yara), le bassin de Lacq, avec ses quatre plateformes chimiques, entend pleinement jouer sa carte. « Nous avons lancé une grande campagne en envoyant de nombreuses lettres au niveau des grands donneurs d'ordre, en disant "nous avons un site extraordinaire à Lacq, ce serait dommage que vous ne le regardiez pas avec plus d'intérêt". Les retours ne sont encore pas énormes mais il peut y avoir des choses qui se passent. Cela va prendre du temps, comme pour tous ces mouvements », explique le président de Chemparc, Pierre Nerguararian.

Son directeur général Patrice Bernos détaille : « Il y a trois éléments à prendre en considération. Le premier c'est qu'avant le Covid, nous avions déjà des industriels qui avaient analysé les problématiques de l'importation des matières premières amont qu'ils avaient délocalisées pour des raisons économiques ou réglementaires vers l'Asie. Des problèmes de fiabilité, de qualité sur les produits importés et sur le bilan CO2. De quoi faire naître chez certains industriels quelques interrogations, pour voir s'il n'y avait pas possibilité de rapatrier des productions. »

Savoir-faire local

Second argument, le savoir-faire local. Le site de Lacq est pertinent car certaines productions, dans le passé, étaient réalisées ici. « Des équipements sont toujours présents, ainsi que des compétences parmi les personnels. La crise du Covid est



Avec sa tradition industrielle, Lacq espère bénéficier de relocalisations. © ARCHIVES N. SABATHIER

venue accélérer un peu un processus de réflexion mais cela reste des décisions qui se prennent au plus haut niveau. »

Reste que le volontarisme gouvernemental pourrait permettre d'accélérer les choses. La baisse des impôts de production est déjà inscrite dans le budget 2020, à hauteur de 10 milliards d'euros, et l'effort sera au même niveau en 2021. De quoi donc renforcer l'attractivité des territoires. Chez Chemparc, on note de plus que l'Etat a inscrit « un certain nombre d'appels à projet ou d'appels à manifestation d'intérêt dans le plan de relance avec des financements à l'appui, qui peuvent cette fois-ci s'adresser à des grands groupes. Avant, au maximum, c'était pour les ETI, les grands groupes n'y avaient pas accès ». Traduction : des projets pourraient voir le jour. « On sent

que cela va se faire, mais cela prend du temps. Je ne peux pas imaginer que le site de Lacq ne récupère pas quelque chose. On est plus dans le moyen terme que du court terme », tempère Pierre Nerguararian.

Site clés en main

Reste qu'en plus de son histoire et son savoir-faire, le site a des arguments à faire valoir. D'abord le fait qu'il bénéficie du label « Territoire d'industrie » au sein du vaste ensemble Pau-Lacq-Tarbes. De quoi séduire plus facilement les investisseurs. Ensuite, il peut afficher une autre reconnaissance précieuse arrivée en début d'année : Lacq est l'un des 12 premiers territoires français à bénéficier du dispositif « clés en main » qui, afin de faciliter les implantations, réduit les souvent trop longues



Lidl va créer 300 emplois sur la friche Celanese

Ce n'est ni de la relocalisation ni de la chimie, mais c'est une très bonne nouvelle économique, tombée au début de l'été. Le distributeur Lidl devrait créer une plateforme logistique sur une partie de la friche Celanese, à Pardies. La CC Lacq-Orthez va lui céder 27 hectares pour 4 millions d'euros. A l'horizon 2022, la plateforme permettra de desservir les magasins du Sud-Aquitaine, jusqu'alors approvisionnés depuis les sites de Toulouse ou Bordeaux. L'investissement se monte à 70 millions d'euros et permettra la création de 300 emplois.

procédures administratives et réglementaires. « Pour l'instant, nous n'avons eu qu'un seul retour. Mais cela nous offre de la visibilité. » Même si, depuis, le dispositif a été élargi à une soixantaine de nouveaux sites.

Des hectares à prendre

Sachant qu'il y a du foncier disponible, que ce soit à Lacq, Mourenx ou Pardies/Noguères. Total, via sa filiale Retia, poursuit la réhabilitation de la plateforme Induslacq et se montre très réactif, comme on l'a vu dans le dossier Alpha Chitin (lire ci-dessous). Et à Pardies, la déconstruction et la dépollution du site de Yara sont en cours. De quoi offrir d'ici deux ans 44 hectares de plus à valoriser. « Et nous avons déjà des investisseurs qui s'intéressent à ce terrain. »

Une année qui confirme les orientations vers la chimie verte et la transition énergétique

Les investissements d'Alpha Chitin et M2i témoignent du potentiel de la filière chimie verte sur le Bassin de Lacq.

Malgré les vicissitudes liées à l'actualité économique, l'année 2020 restera un millésime marquant pour le Bassin de Lacq avec, outre l'avancée des projets liés à la transition énergétique sur la plateforme de Pardies/Noguères (lire page 32 dans notre dossier transition énergétique) et l'annonce au printemps de l'installation d'une plateforme par Lidl, deux beaux projets qui prennent corps.

Production de chitosane

Avec les investissements de M2i et d'Alpha Chitin, le Bassin de Lacq confirme ainsi sa stratégie dans le développement de la chimie verte. Alpha Chitin a annoncé son implantation au cœur de l'été, sur un terrain d'Induslacq dépollué par

Total, non loin de Toray. Un investissement déniché par Total Développement Régional (TDR), la filiale chargée de développer le tissu économique de Lacq. Ce qui fait dire à Pierre Nerguararian qu'« il y a vraiment une volonté au plus haut niveau du groupe de faire venir des entreprises ». Ce projet figure aussi parmi les 31 premiers lauréats de l'appel à projets de (re)localisations lancé par l'Etat dans le cadre du plan France Relance.

Les travaux de construction devraient débuter au premier trimestre 2021 afin de faire naître une usine sous 18 mois. L'investissement est évalué à plus de 11 millions d'euros. Alpha Chitin a développé un procédé industriel innovant qui, à partir de biomasse constituée de larves de mouches, de carapaces, de krill et d'un champignon spécifique, produit du chitosane, une molécule à haute valeur ajoutée utilisée dans les industries médicale, pharmacologique et cosmétique. La jeune



L'inauguration fin septembre de l'unité industrielle de M2i. © MARC ZIRNHOLD

entreprise veut produire 140 tonnes annuelles de chitine dans les premières années, avant d'arriver à 1 300 tonnes après 5 ans. Ce sera la seule unité de production en Europe. Dans un premier temps, c'est une quinzaine d'emplois qui sera créée mais ce volume pourrait être rapidement multiplié par deux ou trois si l'activité est au rendez-vous.

Autre procédé innovant qui se traduit par la création de nouveaux emplois sur le Bassin de Lacq, celui de M2i. Fin septembre, l'entreprise spécialisée dans les phéromones et le bio contrôle a inauguré sa ligne de production au sein du site de Chemstart'up. D'une capacité de 2 000 litres et d'un poids de 12 tonnes, cet équipement permet de produire une

alternative aux pesticides. « Notre triptyque, c'est oser, croire et donner, explique Pierre Nerguararian. C'est ce qu'on a fait pour M2i. On les a accompagnés et maintenant on reçoit. Triptyque qui a conduit à ce résultat. M2i aujourd'hui, c'est 160 personnes qui travaillent en France. Mais sans Lacq, cela n'existerait pas sous cette forme. » De fait, sur ces 160 collaborateurs, près d'une quarantaine sont à Lacq.

Nouveaux bâtiments

Et ce n'est peut-être pas terminé au regard des promesses de la filière. En attendant, la première pierre d'un nouveau bâtiment a été posée pour M2i et deux autres pour Arkema et le centre de recherche Canoé. « Soit 3 500 m² à construire. Nous sommes sur une dynamique très ambitieuse. Nous arrivons à mobiliser des financements mais ce n'est pas un hasard. Car quand il y a des projets, il y a des financements. »

S'IMPLIQUER DANS LE DÉVELOPPEMENT DE NOS TERRITOIRES.

223 000 lecteurs et 113 000 internautes
lisent chaque semaine les Quotidiens du Béarn¹.

La République des Pyrénées, l'Éclair et Sud Ouest font partie du Groupe SUD OUEST, la première marque d'information régionale en Nouvelle Aquitaine.

“Depuis plus de 15 ans, le Groupe Sud Ouest s'engage dans la vie économique de sa région et offre un contexte éditorial pertinent.

Une large couverture économique locale : une rubrique économique sur larepubliquedespyrenees.fr et sudouest.fr, des rendez-vous hebdomadaires dans les quotidiens, une matinale d'informations sur TV7, des événements BtoB tels que les Neo Aquitains ou les Etoiles de l'Economie.

Allier **puissance** et **pertinence** de contenu sur nos titres ou sur d'autres médias.

Notre Trading Desk est capable de cibler uniquement des sites labellisés *Digital Ad Trust*² pour vous garantir un environnement sécurisé et valorisant. Nous diffusons des campagnes programmatique de manière qualifiée et ciblée vers plus de 250 marques médias de l'Alliance Gravity.



SUD OUEST PUBLICITÉ

Régie des médias du Groupe Sud Ouest
www.sudouest-publicite.com



¹ Lecteurs papier 8 jours One 2017 Showhere 2019 - Lecteurs digitaux Habitudes de connexion au moins une fois par semaine - One 2017 Showhere 2019
² Label décerné aux sites qui s'engagent à respecter des pratiques publicitaires responsables.



Commerce numérique et Béarn relance, la CCI a un plan

DIGITALISATION Révélée par la crise sanitaire et économique, la nécessaire digitalisation des entreprises est encore plus vraie pour le commerce. La CCI Pau Béarn appuie les professionnels dans leur transformation. Elle est aussi au cœur de la déclinaison locale du plan de relance. Un guichet unique et indispensable. **4 PAGES SPÉCIALES**

Les commerçants n'ont plus peur d'internet

Convaincus par les deux confinements, les commerçants sont de plus en plus nombreux à s'être saisi d'Internet, appuyés par la CCI et les développeurs.

Alea jacat est. Samedi 28 novembre, les boutiques ont rouvert, les clients sont revenus, les visages se sont décripés. « On était à environ 200 commandes web par jour pendant le confinement, pas loin de ce qu'on réalise habituellement les jours d'ouverture, mais rien ne remplace vraiment le contact avec la clientèle, indiquait le matin du nouveau monde, le libraire Jean-Jacques Tonnet. On sait que notre vrai métier, c'est celui-là. »

Celui-là et un peu de vente en ligne désormais... Le libraire ne l'ignore pas, lui qui a été bien inspiré de peaufiner son nouveau site juste avant le reconfinement du 29 octobre. « Le jour où on a lancé le site, on s'est fait une frayeur parce qu'on est arrivé le matin et on avait 350 commandes. Là c'était la panique à bord parce que c'était nouveau et qu'il fallait s'organiser très vite. »

La nouvelle vitrine numérique reprend les codes de la librairie

historique. Les coups de cœur, les thématiques transversales, les grandes familles de la littérature... « On s'y est mis dès la fin du premier confinement, on y a travaillé tout l'été. On a réfléchi à ce qu'on voulait avec une société spécialisée dans les sites numériques pour libraires. Après, c'est à nous de personnaliser et de faire ressortir ce qu'est notre librairie. »

Achat Béarn, le doyen

Le changement de braquet est aussi devenu nécessité avec la concurrence directe du géant américain de la vente en ligne. Un exemplaire du livre « Contre amazon » de Jorge Carrion est d'ailleurs en bonne place sur le présentoir proche des caisses. « Avant on entendait "Internet nous prend des parts de marché" mais aujourd'hui, tout le monde a compris que ce n'est pas internet contre le physique, c'est tous ensemble sur le même marché, analyse Serge Galazzini, propriétaire d'une bouti-

que d'arts de la table, rue Joffre, à Pau. Les gens regardent sur internet ce qu'on a en magasin, on le voit bien avec le système Clic and collect. On voit d'ailleurs que ceux qui ne sont présents qu'en ligne commentent à créer des partenariats avec des magasins physiques. C'est le cas de Zalando par exemple. »

Le mouvement n'est pas nouveau. En Béarn, la CCI avait mis en avant la place de marché « achat-bearn.com » il y a maintenant dix ans. « L'idée était d'avoir une sorte d'auto-école du numérique qui a plutôt bien fonctionné, se souviennent Fabrice Taricco et Céline le Droumaguet, responsables des services commerce et numérique à la CCI Pau Béarn. Chaque entreprise gardait son nom de domaine mais pouvait renvoyer vers la page achat-bearn pour quelques produits. Les clients ne voyaient pas directement qu'ils passaient sur une marketplace. » La plateforme per-



Certains commerçants comme Céline Dias, la gérante de la boutique de jouets et peluche Pau d'Ours

mettait aux commerçants de pouvoir se tester et de mesurer le poids potentiel de la vente en ligne. « Le gros avantage par rapport aux autres plateformes était qu'on ne s'engageait pas sur 3 ou 4 ans mais tous les mois. C'était aux commerçants d'aller plus loin ensuite s'il voulait développer plus encore sa présence web et la vente en ligne. » La place de marché perdure aujourd'hui. Les articles de prêt à porter voisinent avec du linge de maison ou des tondeuses dans un grand marché à web ouvert. Mais, en dix ans, la tendance a évolué. Les deux confinements ont montré que ceux qui avaient leur boutique en ligne avaient un temps d'avance.

Le vivier de Connect street

« C'est un sujet qui a animé nos élus et le président Laporte depuis son arrivée en 2015. Il a placé le numérique au centre des préoccupations, souligne Fabrice Taricco. On a développé des actions sur les réseaux sociaux, avec les centres de formation, etc. On a intégré un volet numérique et innovation aux Trophées de la performance commerciale et nous avons lancé la première édition de Connect street, un plateau où les prestataires de service amenaient leurs solutions et leurs éclairages. »

La rencontre avait eu lieu le 21 octobre 2019. Une deuxième édition devait se tenir en 2020 mais la Covid-19

Roga, l'équipementier spécialisé dans les protections individuelles, s'équipe pour être

Cette PME artisanale de 9 salariés bascule son outil de travail sur un nouveau logiciel complet qui lui permettra de proposer un magasin en ligne. Pour les clients mais pas seulement.

A l'heure de l'internet-roi, l'emplacement physique d'une entreprise n'est plus aussi stratégique que par le passé. Roga le sait, elle qui se lance à l'assaut d'une clientèle web plus large que son bassin historique de Lacq. La PME artisanale, spécialisée dans l'équipement de protection individuel, n'est pas près de tourner le dos à sa clientèle voisine. Roga fournit les

boîtes locales en tenues de protection, gants et autres masques spécifiques aux entreprises classées en zone Seveso. Avec sa nouvelle interface, elle entend surtout mettre un peu d'ordre dans son carnet de commandes.

« Nous travaillons uniquement en BtoB avec des professionnels qui attendent d'une PME comme la nôtre qu'elle soit flexible et hyper-réactive. Il n'y a que comme cela qu'on peut tirer notre épingle du jeu contre les grands groupes », indique Philippe Lefranc, qui a repris la société il y a deux ans. On avait un serveur qui arrivait à fin de durée d'amortissement et il fallait réinvestir. On a fait le choix

de tout revoir. » L'attaque d'un pirate web et sa demande de rançon l'été dernier ont fini de convaincre l'entreprise de cette nécessité, quand bien même des disques durs externes ont permis de ne laisser au pirate qu'un chou blanc.

Au révélateur de Google

Roga s'est donc rapprochée des équipes de la CCI pour évaluer son besoin. « On est vraiment dans la phase d'accompagnement, indique Céline Le Droumaguet, responsable du service commerce à la chambre consulaire. J'interviens avec le prestataire et je l'accompagne sur un audit pour pouvoir obtenir des subventions au niveau

de la région. » L'enquête a permis de faire un inventaire complet des besoins. « Le diagnostic de la CCI nous a montré qu'on était très mauvais dans le référencement naturel, reprend Philippe Lefranc. Quand on tape "EPI Pau" sur internet par exemple, on n'apparaît pas. On ne vient qu'avec "Epi Artix". C'est un travail en achetant des mots-clefs, et en étant mieux référencés. »

La révolution ne s'arrêtera pas là. Avec son nouveau système d'exploitation installé sur les ordinateurs des salariés et les téléphones des commerciaux, les commandes se feront en direct et seront déduites du stock en magasin. Un moyen de



Philippe Lefranc, le patron de Roga, devant l'entrée de



avaient pris le train du web au départ. © QUENTIN TOP

a eu raison de ce format par trop convivial. « Pour autant, nous avons gardé les contacts avec les professionnels du web et notamment les développeurs, indique Céline Le Droumaguet. Nous mettons les entreprises en contact avec eux selon leur degré de maturité. » La CCI accompagne en effet chaque commerce dans sa découverte de l'outil web commercial. Au terme d'un audit complet, ses experts savent vers quel professionnel orienter le commerçant et vers quels dispositifs d'aides (Europe, Région, plan de relance) fléchier leur dossier.

Si certains commerçants à l'image de Jean-Jacques Tonnet ou Céline Dias, la gérante

+ ZOOM

Des programmes européens

La CCI a intégré deux programmes européens transfrontaliers qui lui permettent d'offrir une expertise transversale sur le domaine numérique. Le premier, CoRE (comme Competitive retail) est un programme interrégional Poctefa centré sur l'amélioration de la compétitivité des commerces via leur digitalisation. Il comprend plusieurs phases : collaboration ouverte, audit et accompagnement. La CCI Pau Béarn est ici associée à ses confrères de Toulouse, Barcelone, Pamplune, Teruel et travaille avec l'école d'ingénieurs Estia de Bidart et la CCI de Toulouse. La chambre consulaire est également partie prenante du GAMES LABS NET, un laboratoire créé par l'Europe pour rassembler toutes les bonnes idées issues de l'univers du jeu vidéo afin d'animer la relation des commerçants avec leurs clients. Deux programmes qui s'ajoutent aux connexions de la CCI Pau Béarn avec l'État, la Région et les entrepreneurs du web.

de la boutique de jouets et peluche Pau d'Ours (lire ci-contre) avaient pris le train au départ, d'autres, chahutés par la crise, aimeraient rattraper le wagon en marche. Pas forcément la bonne attitude quand on sait que la fabrication de cette façade numérique coûte plusieurs milliers d'euros et quelques nuits sans sommeil.

« Il ne faut pas penser qu'on va pouvoir faire son site web en quelques semaines, préviennent les deux experts CCI. On vous prend là où vous êtes et en fonction de là où vous êtes, on vous accompagne au mieux à l'aide d'un plan d'action réaliste qui tient compte de l'organisation de votre entreprise. » Mieux vaut patiemment se former et oblitérer son ticket avant de prendre le TGV de la numérisation en marche.

Pau d'Ours, itinéraire d'un passage au numérique réussi

Céline Dias a lancé la déclinaison numérique de son magasin de peluches à la rentrée. Une réussite bien préparée avec l'aide de la CCI et de l'agence paloise Happiness communication.

Pendant le confinement, elle livrait à la porte du 20 rue Joffre, à Pau, ou à domicile. Avec le déconfinement, la relation client s'est quelque peu simplifiée mais les commandes en ligne pèsent toujours dans le chiffre d'affaires. Céline Dias, gérante du féérique magasin Pau d'Ours, a réussi son aggiornamento du tout physique au digital. « Le besoin est surtout arrivé pendant le premier confinement, explique celle qui a repris l'affaire en 2018. J'avais pas mal de clients qui me contactaient via les réseaux sociaux ou par téléphone pour des cadeaux de naissance, d'anniversaire, etc. Comme je n'avais pas de vitrine en ligne, c'était compliqué. Je faisais des vidéos en direct dans le magasin. Les gens pouvaient me poser des questions en live. J'ai eu à peu près 250 personnes connectées les deux fois. Ça a été un déclic, je me suis dit qu'il fallait que je fasse un site au cas où on serait reconfiné. »

La commerçante a eu du nez. Six mois après, le clone numérique de sa boutique, paudours.com, était lancé. « Le site reprend le code couleur framboise



L'agence Happiness communication, appuie les entreprises dans leur digitalisation.

© ANNA PAUL

et marron du commerce. On peut y rechercher un produit par âge de l'enfant, par occasion (liste de naissance, anniversaire, Noël) ou par marque. » Une navigation quasi intuitive qui est inversement proportionnelle au temps passé sur le back-office...

Le secret du référencement

« J'ai rentré 1400 produits sur les 1900 références du magasin. Je n'ai pas mis 10 000 euros mais c'est un investissement personnel très important. J'y passe mes soirées jusqu'à 1 heure du matin des fois. Dès qu'on a un nouveau produit, il faut le mettre, il faut être réactif. » Atout majeur de paudours.com, la page est chaînée au logiciel de caisse et déstocke immédiatement le jouet des disponibilités.

La pelucherie a été accompagnée dans sa transformation par la CCI et l'agence paloise Happiness communication. Florian Bourret et sa compagne Julia ont

notamment guidé Céline pour améliorer le référencement de sa boutique, soit la probabilité de tomber sur Pau d'Ours lors d'une recherche Google. « Quand vous tapez un mot-clé ou une expression, vous avez des sites qui arrivent en premier. Il y a des techniques à appliquer pour arriver devant. L'algorithme de Google change 8 à 9 fois par jour. C'est un travail empirique pour savoir ce qui va marcher ou pas. » La manœuvre passe notamment par la rédaction de billets dans un blog associé. Un article de 500 à 600 caractères qui ne doit pas reprendre mot pour mot les descriptions des catalogues, Google ayant une sainte horreur des copier-coller.

La bonne nouvelle est que ces efforts ne sont pas vains. Ils ouvrent la voie à une clientèle qui n'a jamais vu l'ombre d'un ours en peluche palois. « J'ai fait des expéditions à Paris, en Corse, à Marseille..., liste Céline Dias. Je ne m'y attendais pas. »

+ ZOOM

Les 5 points clés

Fort de son expérience, Florian Bourret, identifie 5 points clés pour la réussite de son commerce sur le web.

1 : investissement personnel dans le site web. « Si on ne s'investit pas, le site ne fonctionnera pas, ça demande du travail. C'est comme une boutique physique. » **2 : « Avoir un site bien référencé.** On peut aller concurrencer de grosses entreprises si on a tous les atouts de notre côté et notamment le référencement naturel. » **3 : Mettre tous ses produits en ligne.** « Cela montrera à la clientèle qu'il y a du choix. Les commerçants doivent savoir maîtriser les biais cognitifs du web. Si vous avez un coût de transport à 8 euros, les gens vont se dire "C'est cher". Mais si vous proposez un transport à 3 €, un à 8€ et un 12€, celui à 8€ ne sera plus vu de la même manière. » **4 : adapter la taille du site à sa capacité.** « Il ne faut pas faire un monstre, avoir les yeux plus gros que le ventre et démarrer à son niveau. » **5 : communiquer sur les réseaux sociaux.** « Il faut communiquer sur les réseaux sociaux et faire de la pub, ne pas avoir peur. Ce n'est pas parce qu'on a que 100 abonnés que d'autres ne l'ont pas vu. »

plus visible sur la toile



son entreprise à Artix. ROMAIN BELY

répondre dans la seconde aux demandes des clients. Souvent installés sur plusieurs sites à la fois, ces interlocuteurs pourront déterminer combien de gants et de combinaisons commander pour chacune de leur antenne. « Ce logiciel multisite nous permettra d'être bien plus réactifs. »

Le changement sera accompagné par un grand volet formation. Le tout pour 50 000 euros d'investissement. « C'est une somme importante mais aujourd'hui on ne peut plus se contenter de rester sur place et de vendre en direct. On doit être présents et surtout visibles sur le web. Cela nous permettra aussi d'élargir notre base de clientèle. »

Happiness et les règles d'or du commerce en ligne

Happiness communication a été lancé il y a 7 ans. L'agence qui appuie les entreprises dans leur digitalisation est le fruit d'un long périple dans le e-commerce. « Il y a quinze ans, j'ai accompagné ma femme dans son magasin de puériculture bio, explique Florian Bourret, le gérant d'Happiness. On a très vite amélioré le site, les plug-in (modules complémentaires), on a fait énormément de référencement. En 2005 c'était encore réservé aux grosses entreprises. On a finalement pu être référencé dans les trois principaux sites bio français. »

Julie s'occupait alors des réseaux sociaux, du blog et des contenus quand Florian œuvrait à la technique et au référencement. Après une expérience de deux ans chez un développeur web, Florian a finalement monté sa propre agence et embarqué madame dans l'aventure. « Le

projet était d'être plus qu'un facilitateur technique. On voulait proposer plus qu'une boîte à outils. On tire la pelote de laine et petit à petit on déroule des solutions. »

Happiness communication a construit sa réputation sur sa maîtrise du référencement naturel, le SEO (Search engine optimization). Soit la technique qui permet de voir afficher son nom tout en haut des recherches Google sur son domaine. « On utilise des méthodes liées au champ sémantique de chaque secteur d'activité, poursuit Florian Bourret. En gros, deux sites vendent des ballons. Pour identifier celui qui vend les ballons de foot ou de rugby, on aura des cages ou des poteaux, Google se référera au vocabulaire. Google détecte notre intention donc plus on a accompagné cette intention en suivant les recommandations pour bien écrire, plus on sera bien positionné. »

«On voit le bout du tunnel»

Didier Laporte, le président de la CCI Pau-Béarn, se veut résolument optimiste.

Depuis son bureau lumineux de la CCI, rue Louis-Barthou à Pau, le président Didier Laporte éclaire sur la crise, l'horizon économique et, entre les deux, le Plan de relance que son institution est chargée d'appliquer à l'échelle locale.

Quels sont les objectifs du Plan de relance au niveau des entreprises ?

Plan de relance ou plan de modernisation ? Pour nous, c'est les deux à la fois. L'économie est en peine depuis le premier confinement, elle est sortie très affaiblie de l'été, et il y a une absolue nécessité de relancer la machine. Mais nous avons également identifié, de partout, l'importance de moderniser – pas seulement les entreprises, mais l'ensemble de la chaîne. Regardez l'exemple des principes actifs de certains médicaments, fabriqués en Inde, ou la difficulté de s'approvisionner en masques... Je n'aime pas beaucoup la notion d'« avant » et d'« après », mais cette crise doit être l'occasion d'une nécessaire adaptation de l'économie française pour rester dans la course.

Quel est votre rôle dans ce sens, et avec quels outils ?

Notre ministre de tutelle, celui de l'Economie et des Finances, nous a chargés de faire la promotion des mesures du Plan de relance, de les déployer, de les expliquer au plus grand nombre d'entreprises. Ce qui s'est traduit par des actions très concrètes, notamment par des appels directs



Didier Laporte, président de la CCI : « Cette crise doit être l'occasion d'une nécessaire adaptation de l'économie française. » © DAVID LE DEODIC

auprès de certaines typologies de ressortissants, avec des objectifs quantifiés, fixés par CCI France. Au mois de novembre, nous devons appeler certains secteurs de l'industrie, des PMI ; en octobre, les commerces, notamment dans le cadre de la sensibilisation à la numérisation de leur activité.

La numérisation, ce n'est pas une nouveauté... C'est un enjeu qui ne date pas d'hier. Le Covid n'a jamais fait que révéler des faiblesses de fond. A propos de la digitalisation, on n'a peut-être

pas suffisamment pris en compte le fait qu'il pouvait y avoir un deuxième confinement. On n'a peut-être pas suffisamment anticipé dans l'accompagnement des commerces, pour éviter les situations où il a fallu trouver des solutions en dernière minute, de clic and collect...

Quelle place pour la formation ?

Nous sommes également attendus sur ce point, qui est l'une des préoccupations majeures des entreprises. Lorsque nous les avons sondées

lors du premier confinement, l'emploi et le maintien des compétences revenaient souvent.

Il y a un véritable enjeu, la souveraineté industrielle d'un pays. Ce n'est pas être jacobin que de dire « Je veux ramener une part de l'industrie ici » ! Par la réindustrialisation, le retour d'industries abandonnées, c'est mieux pour affronter demain la concurrence internationale. Il faut avoir des collaborateurs capables d'accepter cette concurrence, donc bien formés.

Quels sont les outils pour inciter les entreprises en ce sens ? Nous travaillons beaucoup avec Pôle emploi, qui dispose de son dispositif « Un jeune, une solution ». Derrière, il peut y avoir aussi « une entreprise, une solution », dès lors qu'elle cherche à recruter. Charge à nous de leur amener ce volet-là de la formation.

Et le nerf de la guerre, le financement ?

Il y a évidemment un volet important, c'est tout ce qui est financement. Il y a 100 milliards. Les Pyrénées-Atlantiques pèsent 1 % du poids économique de la France. Donc, il y a un milliard pour nous ! Je veux que chacun qui a un projet puisse aller chercher son fragment de ce milliard. Nous avons prévu onze réunions sur l'ensemble des territoires. Au lendemain de la deuxième, on s'est arrêtés. Je me voyais mal parler relance quand les gens avaient dans la tête « survie »... On a suspendu ces réunions, mais nous tâchons de maintenir le lien. Car la phase n'est pas dure qu'économiquement. Il faut qu'on arrive à redonner de l'espoir, faire surmonter cette difficulté à nos ressortissants.

Comment redonner confiance alors que l'horizon reste si incertain ?

Les arguments viennent finalement des ressortissants eux-mêmes. Il suffit de regarder la rentrée de septembre, qu'on nous avait annoncée très douloureuse. Bien sûr, il y a eu des plans sociaux mais pas de Big Bang. Car les chefs d'entreprise ont confiance en eux et leurs équipes. On a vu que les entreprises ont misé sur leur capacité à rebondir, ont mobilisé tous leurs moyens – humains, fiscaux, en trésorerie. Tout le monde croit en la reprise. On ne peut pas avoir été en croissance et ne pas repartir. C'est pour cela que le second confinement a plus de mal à passer.

Morceaux choisis, de l'aéronautique à l'environnement

► L'AÉRONAUTIQUE

« Dès lors qu'il a fallu arrêter les déplacements, le trafic aérien s'est stoppé ; les compagnies se sont retrouvées dans des difficultés énormes, ont décommandé leurs avions. Puis c'est l'effet boule de neige. C'est Airbus, les sous-traitants de premier rang, puis de 2^e et de 3^e... »



► LES STATIONS DE SKI

« Quand on parle de la problématique de l'économie de montagne, on pense domaine skiable, locations, résidences mais il y a aussi des soins, de l'alimentaire, de « l'essentiel ». Malgré eux, tous ont une activité saisonnière. En fermant l'accès aux remontées, on remet en cause tout l'équilibre, et jusqu'à celui des fonds de vallées. »



► LES HÔTELIERS

« Ce sont des gens qui ont travaillé toute une vie, avec des horaires compliqués, qui ont tout donné pour leur outil de travail, et qu'on est en train de détruire. Il faut absolument qu'on les accompagne. »



► L'ENVIRONNEMENT

« La transition énergétique et écologique est au cœur du plan. Un certain nombre de dispositifs existent pour la rénovation énergétique des bâtiments, les flottes de véhicules... »

Dans le cadre de la modernisation, il y a de nombreuses pistes à prendre – la filière hydrogène, par exemple, à l'échelle européenne.

Nous avons à la CCI déjà des outils liés à l'économie circulaire et au développement durable. »

ÉNERGIES VERTES

Les solutions seront d'abord locales



La ferme solaire de Seignacq, la première aménagée en Béarn. Depuis, les projets se multiplient, que ce soit Total à Pardies/Noguères, EDF à Artix ou le Sdepa à Bénéjacq. © J.-P. GIONNET



Les ambitions de la PPE

La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), révisée fin 2018 et dévoilée en janvier 2019, envisage une progression de la part des énergies renouvelables à 27 % de la consommation d'énergie finale en 2023 et 32 % en 2028 (contre 18 % en 2016) ainsi que l'arrêt des centrales thermiques encore en fonction d'ici 2022 mais aussi de 14 réacteurs nucléaires d'ici 2035. L'objectif est de réduire la part du nucléaire à 50 % d'ici là (contre 71,6 % en 2017). Autre objectif, atteindre la neutralité carbone en 2050.

Alors que le défi de la transition énergétique est relevé par tout le monde, les acteurs de terrain s'accordent sur un constat : la réussite passera par les initiatives locales.

La production énergétique et le Béarn, c'est une vieille idylle. Des barrages hydrauliques bâtis il y a un plus d'un siècle à l'exploitation du gaz, lancée à la fin des années 50, ce territoire a su prospérer en valorisant les énergies qu'il savait trouver en son sein. Et si l'hypothèse de voir pousser une centrale nucléaire sur son sol - c'était à la fin des années 70 pour préparer l'épuisement du gaz de Lacq - a été vite balayée après quelques ballons d'essai, cette appétence pour la question énergétique, elle, n'a pas faibli.

Au cœur de la relance

Pour exemple, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour a rappelé sa précieuse reconnaissance nationale I-site en mettant en avant ses deux thèmes de prédilection que sont l'énergie et l'environnement. Et depuis quelques années, de « Territoire d'industrie » à « Territoire d'innovation » en passant par « Territoire à énergie positive », on ne compte plus les labels qui pleuvent sur le sol béarnais en mettant l'écologie au cœur de leur mission.

L'histoire étant un éternel recommencement comme

l'écrivait Thucydide, la transition énergétique, et sa mise en œuvre qui transcende quasiment toutes les filières, s'impose de nouveau comme un levier de développement économique. Et en ces temps de pandémie, se retrouve au cœur du dispositif de relance.

Rappelons en effet que dans son plan massif de 100 milliards d'euros, le gouvernement en a prévu une trentaine pour les mesures écologiques. Dans cette enveloppe, on trouve aussi bien 7 milliards pour la filière d'hydrogène vert que 11,5 milliards pour le développement

des transports propres. De son côté, l'Union européenne a elle aussi pris le dossier à bras-le-corps avec son désormais fameux Green Deal qui doit faire ruisseler des subsides sur tout projet affichant la couleur verte. Objectif, diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Bref, la transition énergétique, tout le monde en fait, et tout le monde veut en faire. Évidemment en Béarn, comme dans de nombreux territoires d'ailleurs, les acteurs locaux ont embrassé la cause. Soit que leur histoire et leur vocation les engagent à s'en sai-

sir, soit que, comme les collectivités, elles entendent afficher une position volontariste.

Nouveau mode de pensée

Les projets se multiplient un peu partout, que ce soit en matière de production d'énergie (solaire, biogaz...) ou de services aux entreprises et particuliers. Car tous ceux rencontrés pour ce dossier nous le disent : la transition énergétique, elle, prendra d'abord corps grâce aux initiatives locales, à celles qui naîtront du terrain. Un vrai changement de paradigme dans ce secteur énergétique très planifié et dominé par la verticalité - le symbole en étant le programme nucléaire des années 60-70 - qui doit désormais faire de la place aux solutions décentralisées.

Nous sommes allés rencontrer plusieurs de ces acteurs, avant

de les réunir pour trois conférences (lire ci-dessous). Certains sont les représentants locaux de grands groupes (Total, EDF, Enedis, Crédit Agricole), d'autres d'ETI (Teréga) ou PME (Aceap). Les autres représentent la puissance publique (CD 64, CC Lacq-Orthez, Agglo de Pau, CCI, Sdepa, UPPA, Chemparc) en charge d'encadrer mais aussi d'impulser le mouvement par des appels à projets, subventions.

Tous ont dans leur besace des projets pour accompagner la transition énergétique. Ils nous les détaillent dans les pages qui suivent. A mots couverts, certains nous ont toutefois confié trouver dommage que les échanges ne soient pas plus nombreux entre eux. Que ce dossier et cet événement servent au moins à cela.

Des web-conférences pour mieux saisir les enjeux et implications

Filmées à l'hippodrome de Pau, ces conférences seront ensuite retransmises sur les sites des journaux.

Afin de mieux saisir les enjeux locaux, les journaux béarnais et la régie Sud Ouest publicité, organisent, avec le concours de l'entreprise Créa Sud, trois tables rondes rassemblant les interlocuteurs réunis dans ce dossier.

Filmées ce jeudi 10 décembre à l'hippodrome de Pau et diffusées ensuite sur les sites des journaux, ces web-conférences verront aussi l'intervention de trois grands témoins.

La première table ronde aura pour thème, « sans volonté publique, pas de transition énergétique » et verra échanger les représentants du conseil départemental, de la CCI Pau Béarn et de la CC Lacq-Orthez. La dépu-

tée européenne Laurence Farreng sera le grand témoin et évoquera l'action de l'Union européenne pour la transition écologique, notamment le Green new deal. La seconde table ronde aura pour thème « un problème global, des solutions locales. » Les représentants d'EDF, du Sdepa, du Crédit Agricole, de l'Aceap, et de l'Agglo de Pau seront autour de la table. Le grand témoin sera Patrick Bay-

lère, chercheur à l'Iprem mais aussi maire de Sedze-Maubecq où il expérimente des solutions solaires originales.

Enfin, la dernière table ronde sera consacrée à « la recherche du grand Mix énergétique de demain » avec les représentants de Chemparc, Enedis, Teréga et Total. Le grand témoin sera Isabelle Le Hecho, chercheuse à l'UPPA et directrice de la structure UPPA Tech.

Le projet Innopy ou la déclinaison pyrénéenne pour les énergies vertes

Le Conseil départemental du 64 est entré dans la phase 2 du projet Innopy qui soutient 22 actions du territoire pour la transition énergétique.

L'ambitieux appel à projet de l'Etat, Territoires d'innovation Grandes ambitions (Tiga), remporté il y a deux ans, entre autres, par les départements des Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées, passe à la vitesse supérieure. « Les Pyrénées, Territoire d'Innovations », ou Innopy, est aujourd'hui un programme de 127 millions d'euros d'investissement sur 10 ans, financé à hauteur de 23 millions par l'Etat, pour atteindre des objectifs à horizon 2030 répondant aux enjeux de la transition écologique avec pour objectif de multiplier par deux la production d'énergie verte locale, faire de l'agriculteur un acteur central de l'agro-écologie par la digitalisation des exploitations et la formation aux métiers verts et numériques de demain.

« J'ai été favorablement impres-



Le projet du GIE Gaves Adour consiste à installer des panneaux photovoltaïques flottants sur des lacs d'irrigation. © ILLUSTRATION GETTY IMAGES

sionné par l'adhésion des entreprises pour forger des partenariats, et j'ai la conviction que notre territoire est très bien placé sur la question de la transition énergétique, avec le voltaïque, l'hydraulique et la biomasse », commente le président du Conseil départemental Jean-Jacques Lasserre.

Essor de l'agri-photovoltaïque

Certains des 22 projets dont la phase d'aide est d'ores et déjà enclenchée, sont d'envergure pour que le département se lance par exemple dans le solaire flottant, arrivé en France il y a un peu

plus d'un an. Ainsi, Gaves Adour et le groupement des irrigants vont mettre en place des panneaux photovoltaïques flottants sur des lacs d'irrigation. Le but étant de diversifier et consolider les revenus des agriculteurs, et produire une électricité verte couvrant à minima les besoins d'autoconsommation agricole.

Le groupement développe aussi du photovoltaïque sur toiture avec 236 porteurs de projets identifiés et l'agri-photovoltaïque (test de prototypes d'ombrières sur cultures pérennes ou sur par-

cs). L'innovation réside également dans le modèle économique et juridique qui accompagne les innovations technologiques.

Autre innovation, La société Gaz de ferme propose un modèle innovant autour de la méthanisation adaptée à la taille de la ferme pour valoriser le biogaz et les gaz renouvelables. Le concept breveté est déployé sur les deux départements.

Des projets qui sont donc ancrés et adaptés au territoire que sont les Pyrénées. En partenariat avec Engie, une action du Parc national des Pyrénées, teste le



22 projets autour de 3 axes

Innopy déploie ses projets autour de trois axes :

→ **Efficacité énergétique** : Développement de l'efficacité énergétique par la production, le stockage et la distribution d'énergies renouvelables.

→ **Nouveaux modèles agricoles** : Construction de nouveaux modèles agricoles responsables et profitables par l'amélioration de la couverture réseau et la digitalisation de l'agriculture et la valorisation des ressources agricoles.

→ **Usages et métiers de demain** : Innovation et préparation des métiers de demain par la création d'espace dédié et la formation aux nouveaux métiers de demain, métiers vert et numériques.

couplage dans un même équipement de la production d'électricité et de chaleur sur la base d'une technologie solaire innovante. Un premier démonstrateur sera testé sur un refuge isolé en montagne. Un autre équipera des logements propriétés de la Shem.

Neuf démonstrateurs d'unités photovoltaïques organiques



Le funiculaire est l'un des neuf sites test proposés pour une nouvelle technologie photovoltaïque. © ARCHIVES MARC ZIRNHELD

L'Agglomération de Pau Béarn Pyrénées, la ville de Pau et le syndicat mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités accélèrent la production d'énergie propre par le développement d'une nouvelle filière, le photovoltaïque organique, sur la base d'une technologie innovante et écologique développée par l'entreprise française Armor.

Neuf sites test sont proposés pour intégrer cette technologie, dont le funiculaire, le Palais des

sports, le Zénith, ou le Jai-Alai. Une production bas-carbone, avec une fabrication écoresponsable, 100 % non toxique et 100 % revalorisable, d'une durée de vie de 20 ans.

Le funiculaire de Pau sera équipé de ces panneaux qui devraient permettre d'éclairer, de ventiler et de chauffer l'intérieur des cabines. Une expérimentation qui pourrait se transposer sur l'écosystème montagne, sur une télécabine par exemple.



L'esprit constructif



Charpente métallique - Couverture - Bardage - Serrurerie

www.alkar.fr

Tél. 05.59.28.30.79

ZA René Elissabide 1 - 64130 Mauléon

L'Agglomération Pau-Pyrénées vise la neutralité carbone à l'horizon 2040

L'agglomération veut atteindre un objectif de 0 % d'émission nette de carbone d'ici 2040, soit dix ans avant ce que préconise l'Union européenne dans le cadre de l'accord de Paris.

La feuille de route pour le plan climat de l'agglomération paloise est déjà bien entamée depuis plusieurs années, dans le but d'atteindre des objectifs chiffrés : réduction de 27 % des gaz à effet de serre, baisse de 10 % des polluants atmosphériques, 20 % d'économies d'énergie et un doublement de la production d'énergie renouvelable à l'horizon 2030.

Le début du mandat de François Bayrou a marqué un coup d'accélérateur supplémentaire avec un nouvel objectif, qui va au-delà des prescriptions légales : atteindre une neutralité carbone en 2040 au lieu de 2050, comme le veut l'objectif européen. Pour atteindre la neutralité, il faut que la quantité de gaz à effet de serre émise soit égale à la quantité de gaz à effet de serre capturée (par les forêts ou les sols par exemple).

Une ambition forte pour l'agglomération qui vise aussi à « rejoindre le club des villes européennes les plus proactives dans le domaine de la neutralité carbone, pour pouvoir ainsi bénéficier de plus de soutien financier de la part de l'Union

européenne », explique Patrick Chauvin, directeur développement durable pour l'agglomération. Certaines villes en France comme Grenoble ou La Rochelle font déjà figure de pionnières, « des échanges sont d'ailleurs prévus avec cette dernière ».

« C'est très ambitieux, mais c'est primordial, car on est témoins d'incidents climatiques de plus en plus dévastateurs », reconnaît Christelle Bonnemaçon-Carrère, adjointe en charge de la transition énergétique, soulignant une « vision globale, transversale, de la transition énergétique en agissant en local pour être plus efficace, c'est le principe du développement durable », ajoute-t-elle.

« Réduire, séquestrer, compenser »

Pour atteindre la baisse des émissions, la stratégie est de « réduire, séquestrer, compenser », explique Patrick Chauvin. « Notre territoire peut absorber du CO2 grâce aux forêts, on sait aussi stocker dans les écosystèmes de façon artificielle comme à Jurançon », ajoute-t-il. Pour le système de compensation, l'agglomération s'appuiera sur les entreprises du territoire qui ont déjà une obligation de réduction, « le travail de ces prochains mois sera de vraiment faire émerger une énergie locale bas carbone », précise Patrick Chauvin. Trois domaines



La mobilité, l'habitat et le secteur tertiaire sont les trois domaines privilégiés par l'agglomération pour atteindre la neutralité carbone. © ARCHIVES ATORRENT

sont privilégiés : la mobilité, l'habitat et le secteur tertiaire, avec l'idée de mettre « toutes les politiques publiques en cohérence avec l'objectif de neutralité ».

Décarboner les modes de vie

Le plan climat étant le socle de la démarche, beaucoup de projets sont déjà réalisés ou bien avancés, comme le Fébus pour l'émission zéro, le projet de chaleur urbaine (voir zoom), la méthanisation des résidus carbone, ou encore le PLUI pour reconquérir et protéger les terres agricoles afin de créer une ceinture verte autour de l'agglomération.

Au chapitre mobilité douce,

« on a assisté à un véritable engouement des Palois avec 700 vélos électriques en location et 1 000 prévus en 2021 ». Car l'enjeu est bien là, si les émissions doivent baisser, il faut mobiliser les habitants avec de nouvelles formes de partenariats.

A ce titre, les récentes rencontres de l'urbanisme ont montré que les habitants étaient prêts à s'emparer de ces sujets : « la mobilité douce, le bio, le recyclage, la réparation d'objets et les circuits courts sont des thèmes récurrents, nous devons trouver des solutions locales pour décarboner notre mode de vie », détaille Patrick Chauvin, le but est maintenant de co-construire la feuille de route sur un territoire



Création d'une filière hydrogène sur le territoire

Dans le cadre de la préparation du contrat Territoires d'industrie Lacq-Pau-Tarbes en 2019, « l'hydrogène s'est dégagé comme thème transversal », explique Mélanie Pedetour, chef de projet démarche neutralité carbone pour l'agglomération. Une étude sur le sujet doit rendre ses conclusions fin 2020, mais l'issue semble déjà connue. « Des projets à différents stades d'avancement sont déjà là, comme le Fébus, Hyport ou le train avec Alstom à Tarbes entre autres. Des groupes de travail avec quelque 70 industriels ont permis de dégager une démarche commune », explique-t-elle soulignant le savoir-faire historique du territoire en matière d'énergie. Le contexte est également favorable avec des possibilités de financement dans le cadre européen, français et régional. « L'hydrogène est une solution pour décarboner les usages », un outil important pour atteindre la neutralité carbone.

qui bénéficie déjà d'un avantage dans la course à la neutralité. « Nous émettons 8,5 tonnes de CO2 par an, contre 12 tonnes pour la moyenne nationale », un chiffre qui s'explique par une densité moins importante et une industrie plutôt tertiaire.

Chaleur urbaine et ceinture verte... Une stratégie variée pour tenir les objectifs

Se chauffer grâce aux déchets. C'est l'ambition du réseau de chaleur urbain que l'agglomération est en train de mettre en place. Depuis l'incinérateur de Lescar, 44 kilomètres de canalisations d'eau chauffées à 100 degrés Celsius vont ainsi pouvoir alimenter près de 9 000 foyers, associations, institutions et entreprises.

Jusqu'à présent, 7 km de réseau ont été posés et le retard du premier confinement a été rattrapé. Des dizaines de clients sont déjà équipés, « on ouvre les vannes au fur et à mesure de l'avancée des travaux », explique Eric Pourredon, chef du service Transition énergétique de l'agglomération. 50 % de la chaleur proviendront de l'incinérateur et 25 % d'une grosse chaudière à bois. « Le bois est sourcé dans un rayon de 50 km, il proviendra du Gers et des Landes pour 15 000 tonnes par an », annonce Eric Pourredon, ajoutant que pour l'avenir,

la « structuration de la filière locale de bois sera cruciale », sur un territoire techniquement complexe avec la question de l'accès aux parcelles, et des terrains en pente. In fine « 75 % de l'énergie produite sera renouvelable », ajoute-t-il.

Au-delà de la production d'énergie, « la transition énergétique crée aussi de l'emploi avec 58 millions d'euros injectés dans l'économie locale pour le gros œuvre », ajoute-t-il. La chaudière devrait voir le jour début 2022.

Une ceinture verte de maraîchers

Autre projet en cours, l'installation de maraîchers pour former une « ceinture verte » de l'agglomération. Lié directement au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI), l'exercice a pour but de conserver les terres agricoles pour limiter l'étalement urbain. Les maraîchers pourront ainsi cultiver les produits qui seront distribués aux Halles de Pau et dans les Amap. « Ce qui



La constitution d'une ceinture verte autour de l'agglomération permettra de réduire les transports, et les émissions de CO2. © ARCHIVES ATORRENT

EN CHIFFRES

9 000 C'EST LE NOMBRE DE FOYERS QUI POURRONT ÊTRE ALIMENTÉS GRÂCE AU RÉSEAU DE CHALEUR URBAIN.

implique une réduction du transport et donc une baisse des émissions de CO2 », explique Patrick Chauvin. Le plan prévoit la présence de dix maraîchers par an pendant huit ans. Trois d'entre eux sont actuellement en cours d'installation à Meillon et Rontignon. « La crise du Covid a révélé plus que jamais le besoin de circuits courts, et de la nécessité de changer les modes de vie. Elle a permis de montrer que des solutions étaient possibles », ajoute Patrick Chauvin qui estime que le pendant de la crise et du confinement a été un intérêt manifeste des habitants « pour le jardinage et les productions locales ».

Lacq-Orthez entend être « acteur de la troisième révolution industrielle »

Patrice Laurent, président de la communauté de communes de Lacq-Orthez (CCLO), croit en l'avenir des énergies vertes comme levier d'un nouveau cycle de croissance économique.

Depuis six ans, sa collectivité œuvre pour que le Bassin de Lacq soit un acteur de cette révolution énergétique.

De quand date l'engagement de votre collectivité dans la transition énergétique ? Le premier événement qui marque ce mouvement est l'arrivée d'Abengoa [aujourd'hui Vertex, NDLR] sur le site de Lacq, dans les années 2000, avec sa production de bioéthanol. Mais je dirai que l'engagement de notre collectivité date du mandat précédent sous l'impulsion du président Cassiau-Haurie. Il se concrétise d'abord par des projets de recherche et développement avec notamment tout le travail réalisé au sein de Chemstart'up (lire aussi en pages 19 et 32). Notre action s'est en outre déployée sur la zone de Pardies

avec tous les projets d'énergie verte réalisés et à venir.

Qu'est-ce qui a présidé à cet engagement ? On a considéré que l'avenir de la planète, d'abord, était là. L'opinion publique a désormais basculé dans une exigence sociétale plus grande vis-à-vis de ces questions environnementales et chacun a une responsabilité dans la lutte contre le réchauffement climatique. On observe véritablement un changement de cap des décideurs, pouvoirs publics ou industriels, depuis une dizaine d'années pour incorporer pleinement ces données.

Pour un bassin industriel fondé sur le gaz et la chimie pétrolière, c'est un changement de prisme total... Absolument. Le charbon a initié la première révolution industrielle. Le pétrole est à l'origine de la seconde, avec à chaque fois beaucoup d'activités nouvelles et d'emplois.

Aujourd'hui, on mesure même localement les conséquences environnementales de ces activités basées sur les énergies fossiles. Il n'y a qu'à regarder l'éro-



Patrice Laurent. © SUD OUEST/QUENTIN TOP

sion du littoral atlantique. J'ai toujours considéré que la troisième révolution industrielle serait sur les énergies décarbonées et leur stockage. Et notre bassin doit en être un acteur.

Quels sont les leviers à votre disposition pour amorcer cette transition ? Les leviers, c'est tout l'accompagnement que l'on peut faire sur la mise à disposition de terrains. Nous avons clairement eu une politique offensive en la matière par l'acquisition de foncier des-

tiné à la revente ou la location pour des activités qui permettent de faire émerger un nouveau modèle énergétique vert. Nous sommes acteurs de cette transition et pas simplement facilitateurs. On peut, en outre, être amenés à dire non à des projets s'ils ne correspondent pas au message que l'on souhaite donner sur le développement de nos activités économiques, même s'ils sont créateurs d'emplois.

Et quels sont les freins que vous pouvez rencontrer ? Si on parle de l'hydrogène, nous assistons à une difficulté de la filière aval à se développer. Aujourd'hui, tout le monde veut aller sur l'hydrogène qui est une énergie que l'on sait stocker, car on pense que cela peut être la révolution industrielle de demain. Cela ne sert à rien d'en produire des tonnes si derrière il n'y a pas des voitures qui roulent à l'hydrogène et les stations pour les approvisionner.

La CCLO ne sera pas impliquée sur toute la chaîne d'intégration mais nous devons être présents avec une brique indus-

trielle. Il nous faut de la production d'hydrogène sur notre territoire et une station. On y travaille comme certaines entreprises telles que Toray pour la fabrication de réservoirs de voitures.

Certains projets à venir, comme le méthaniseur ou Pavillon vert, peuvent susciter les inquiétudes voire les oppositions de la population. Quel regard portez-vous sur cela ? Il peut y avoir un manque d'information ou une mauvaise information qui conduit à ce type de réaction. On aura toujours des oppositions locales à des projets. Mais il faut se souvenir que sur le site de Pardies on avait du nitrate d'ammonium. C'est ce qui a explosé à AZF. Les gens ont vécu à côté et personne ne s'en est jamais ému.

Aujourd'hui, on va y installer une activité où l'on ne stocke pas, où l'on ne fabrique pas de produits dangereux, et on va retrouver des habitants qui s'en émeuvent. Il faut bien comprendre que notre rôle, ce n'est pas de vivre sur les sommets des montagnes avec les isards et les edelweiss. Si on veut ce mode de vie, il ne faut pas s'installer à côté d'une zone industrielle.

**Mutuelle
PréviFrance**

EN CE MOMENT

3 jusqu'à
mois
offerts*

0 800 31 0800 Service & appel
gratuits

DEVIS IMMÉDIAT SUR [PREVIFRANCE.FR](https://www.previfrance.fr)

PRO

* Offre soumise à conditions réservée aux Travaillateurs indépendants - voir modalités en agence ou sur [previfrance.fr](https://www.previfrance.fr). Offre valable jusqu'au 31 janvier 2021. Mutuelle PréviFrance soumise aux dispositions du livre II du Code de la Mutualité - SIREN n° 776 850 669 - Mutuelle PréviFrance - Siège social : 80, rue Malabiau - BP 71269 - 31012 Toulouse Cedex 6. © Mkg 10/2020 - Crédit photos : Getty - Arno Images

SOLAIRE

PHOTOVOLTAÏQUE

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SE CONSTRUIT...
MAINTENANT !



Créée en 2008, Soltéa est votre spécialiste régional 100% Solaire
avec près de 1000 références. Entrepreneurs, industriels, collectivités...
Nous avons les réponses techniques et économiques pour valoriser vos projets.



UN PROJET ? UNE ÉTUDE ?



BESOIN DE MAINTENANCE ?



✉ info@soltea.fr 🌐 www.soltea.fr ☎ 05 59 41 02 47

CCI : une stratégie pour les énergies vertes

La CCI Pau Béarn accompagne les entreprises vers des démarches plus vertes et plus responsables.

Parce qu'il suffit parfois d'un coup de pouce, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Pau Béarn apporte son aide aux entreprises dans leur démarche de développement durable. Le concept ne s'applique pas qu'aux particuliers. Les entreprises ont aussi tout à gagner à se convertir aux énergies renouvelables, au-delà même d'une image positive dont elles ne peuvent que bénéficier.

Au sein de la CCI, Laurence Bouhaben est chargée de conseiller les entreprises dans leur développement industriel. Le programme d'action régional se décline sous trois thèmes : l'économie circulaire, la transition énergétique et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Dans le Béarn, la conseillère a pour mission de « répondre aux besoins des entreprises béarnaises grâce à une présence sur le terrain, les orienter et les soutenir dans le cadre du plan de relance. » Plus concrètement, la CCI intervient pour améliorer l'efficacité énergétique des entreprises au travers de la mobilité durable, les achats responsables,

l'innovation et l'investissement industriel, le soutien et la promotion des énergies renouvelables locales comme l'hydroélectricité ou le bois-énergie.

Étape par étape

Tout commence par la sensibilisation de ce qu'offre la transition énergétique aux entreprises. « Cela se fait au travers de contacts individuels, d'ateliers et séminaires via le web », explique Laurence Bouhaben. En 2020, plusieurs de ces « webinaires » se sont tenus malgré la crise sanitaire. Ils portaient sur l'air comprimé, la promotion des énergies renouvelables, le télétravail ou la responsabilité sociétale des entreprises. Plus de 350 entreprises béarnaises ont été sensibilisées cette année.

Vient ensuite le temps de l'orientation, du pré-diagnostic, de l'identification des besoins et de la recherche de solutions, pour un accompagnement en lien avec le plan de relance. « La CCI apporte un appui pour financer des investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique et de la transition écologique et les innovations dans l'industrie, poursuit la conseillère. On rappelle l'existence de crédit d'impôt pour la rénovation thermique des bâtiments, d'une aide à l'investis-



La CCI Pau Béarn a déjà accompagné plus d'une centaine d'entreprises sur le développement durable. © QUENTIN TOP/SUD OUEST

sement matériel pour améliorer leur efficacité énergétique. Ça peut être, via la récupération de chaleur, l'amélioration du rendement des équipements, ou l'installation de matériels moins émetteurs de gaz à effet de serre. »

Le temps de la concrétisation

Enfin, arrive l'accompagnement concret du projet. Par exemple, la CCI s'est associée à Pau Béarn Pyrénées Mobilités pour optimiser les déplacements domicile-travail des salariés. « Nous avons mis en place un kit d'accompagnement au plan de mobilité employeurs, et signé une

convention d'accompagnement il y a quelques semaines. Objectif : proposer une méthodologie, des outils, un appui technique pour engager des réflexions sur la mobilité avec les salariés et la mise en œuvre de solutions concrètes. Depuis 4 ans, le club de la mobilité permet de partager des retours d'expériences, de bonnes pratiques, et de créer une synergie entre la quarantaine d'adhérents tout au long de l'année avec un événement annuel phare, le Challenge de la mobilité. »

Autre dynamique collective soutenue par la CCI Pau Béarn, la promotion de l'hydroélectricité,

une énergie renouvelable sans délocalisation du territoire et ancrée au territoire. Elle mobilise des entreprises locales dans beaucoup de secteurs d'activités, et favorise le soutien à l'innovation industrielle. Un événement bis-annuel qui réunit plus de 200 entreprises locales, l'Hydromeeeting, en fait la promotion. Grâce à des partenaires régionaux et territoriaux comme l'Ademe, la Région ou la Dréal, au total, plus d'une centaine d'entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, sont accompagnées chaque année par la CCI sur les thématiques du développement durable.



Qu'est-ce que la RSE ?

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est la mise en pratique du développement durable à l'échelle d'une entreprise. Objectif : avoir un impact positif sur la société tout en respectant l'environnement et en étant financièrement viables. Les acteurs du territoire, comme la CCI, sont là pour les aider à atteindre cet équilibre. Cette transformation répond également à une attente de plus en plus forte des citoyens, des consommateurs, des salariés, et des partenaires.



LE NOUVEAU LEADER de votre région en **LOGISTIQUE & MANUTENTION INDUSTRIELLES**

Le 02 novembre dernier, les équipes de STOCKMAN AQUITAINE et MANUSUD se sont regroupées pour donner naissance à **MANUSTOCK**. Après plus de 30 ans d'expérience au service des entreprises et des collectivités du Grand Sud-Ouest, ce rapprochement stratégique s'est naturellement imposé pour proposer à nos clients une **gamme élargie** de matériels performants et des **services renforcés** autour de nos **4 pôles d'expertises** : MANUTENTION, RAYONNAGE, EMBALLAGE et NETTOYAGE.

**MANUTENTION
RAYONNAGE
EMBALLAGE
NETTOYAGE**

VENTE LOCATION MAINTENANCE DÉPANNAGE

4 agences **locales** : **PAU BAYONNE MONT-DE-MARSAN MAULÉON**

MANUSTOCK.FR

Comment EDF décarbone ses activités

Pour Emmanuel de Bourmont, directeur de développement territorial chez EDF, la transition énergétique passe par la décarbonation des activités dépendantes des énergies fossiles, comme les logements, transports et industries, autant que par le développement des énergies renouvelables.

Le raisonnement d'Emmanuel de Bourmont se résume en trois étapes. « Le combat global est à mener contre le réchauffement climatique et les émissions de CO₂. Les émissions sont essentiellement issues de la combustion des d'énergies fossiles. Développer les énergies renouvelables ne suffit pas, ce n'est qu'une partie de la transition. » Avant de lancer des grands chantiers photovoltaïques ou des filières hydrogènes, le directeur de développement territorial d'EDF rappelle qu'on peut déjà faire beaucoup en améliorant l'existant.

EDF accompagne ces petites révolutions. Auprès du citoyen qui choisit de rouler en électrique plutôt qu'en Diesel. Dans le sillage des collectivités qui développent leurs réseaux de transports et les

alternatives aux moteurs thermiques. Et des entreprises qui couvrent leur parking d'ombrières photovoltaïques pour produire elles-mêmes leur électricité... Les collectivités se lancent dans des réflexions et des actions qui prennent plus régulièrement en compte la diminution de leur empreinte carbone, le critère stratégique contre le réchauffement climatique. « Pau avec le bus à hydrogène, les navettes électriques du centre-ville et le réseau de chaleur, est un modèle de cette réflexion globale. Bayonne également avec le développement du bus électrique et de son réseau de chaleur biomasse » souligne le cadre d'EDF. Et le cœur du sujet pour nos villes, c'est l'approche Smart City décarbonée. Dijon est un modèle pour la ville de demain. On y regarde tout ce qui peut faire l'objet d'améliorations. Du transport à l'éclairage public en passant par le ramassage des ordures. »

Décarboner l'auto et la maison

L'entreprise est l'un des acteurs identifiés par l'État dans sa feuille de route « stratégie nationale bas carbone » (SNBC) qui vise une neutralité carbone en 2050. « La neutralité carbone, c'est ne pas émettre plus de CO₂ que la nature est capable d'en absorber, précise



La centrale hydroélectrique EDF d'Estaëns, en vallée d'Aspe. © ARCHIVES SUD-OUEST

Emmanuel de Bourmont. On regarde dès lors les émissions de chaque activité. » Le transport pèse pour 30 % des émissions nationales ? Il convient de multiplier les recours à l'électricité ou l'hydrogène. « Pour l'automobile, le mouvement est enclenché, il y a de plus en plus de choix et les prix vont mécaniquement baisser. Le croisement des courbes de prix entre l'électricité et le thermique est prévu d'ici 2025. La fin du thermique en 2040. » Le bâtiment émet 25 % du CO₂ français ? Il faut continuer à accompagner les travaux de rénovation et remplacer le gaz et le fuel, énergies fossiles prépondérantes dans le logement, par du bois ou des

pompes à chaleur pour le chauffage et l'eau chaude, comme ce sera le cas pour toutes les maisons neuves à partir de cet été. »

Bien engagée dans la révolution de l'existant, EDF n'oublie pas le défi du renouvelable dans lequel elle est une des premières à s'être engagée. Les Pyrénéens le savent bien, eux qui ont vu fleurir des micro-centrales hydroélectriques dans le 64 (Oloron, Soeix, Baigts-de-Béarn...) et des barrages dans le 65 (Pragnères, Gèdre,...). « Nous sommes également présents sur les grandes installations photovoltaïques et éoliennes en France avec EDF renouvelables, comme le projet récemment mis en service à Artix, et EDF ENR déve-

loppe des projets de photovoltaïque en toiture, en ombrières de parking, pour produire de l'électricité, soit autoconsommée (modèle en plein développement), soit réinjectée sur le réseau », ajoute Emmanuel de Bourmont.

Zoom Son action locale

L'entreprise est à la manœuvre dans la transition environnementale locale. « Notre filiale Dalkia exploite un réseau de chaleur avec chaufferies biomasse sur Vic-en-Bigorre, Saint-Jean-pied-de-Port et Bayonne, liste son directeur territorial. Nous accompagnons aussi les collectivités sur leur chantier d'économies d'énergies des bâtiments et sur leur plan climat, air, énergie et territoire (pCAET). Nous regardons avec le territoire des solutions à apporter aux stations de ski ou des solutions innovantes comme des projets de photovoltaïque flottant sur les retenues d'eau. Enfin, toutes les bornes de recharge de véhicules électriques installées par le Sdapa sont aujourd'hui exploitées par Izivia, filiale du Groupe EDF. Grâce à notre ancrage local, nous accompagnons le territoire béarnais dans sa transition énergétique. »



Votre implantation au cœur du Grand Sud-Ouest ?

Choisissez le Technopôle Agen-Garonne !

- **Une offre foncière stratégique**
 - Vitrine sur l'autoroute A62
 - Relié par un nouvel échangeur direct en 2022
- **Une offre compétitive**
 - Un large choix de foncier et de solutions immobilières
 - Une zone embranchée fibre optique
 - Des réseaux d'énergie performants et durables
 - Une fiscalité avantageuse
- **Un parc d'activités innovant**
 - Une certification « HQE Aménagement »

Contactez-nous dès maintenant :
aggloeco@agglo-agen.fr / Tél. 05.53.69.59.60
Plus d'info sur www.agen-garonne.fr

**1^{ère} tranche
de 44 ha
en cours de
commercialisation**

**Ouverture
d'une 2^{ème} tranche
de 47 ha**



Découvrez le
Technopôle
Agen-Garonne
en images



La plateforme de Pardies-Noguères, futur cœur en Béarn de la production de renouvelables

Sinistrée par le départ des industries, la plateforme de Pardies-Noguères, à l'entrée est du Bassin de Lacq, s'invente une nouvelle vie avec la production d'énergies vertes. Explications avec Chemparc.

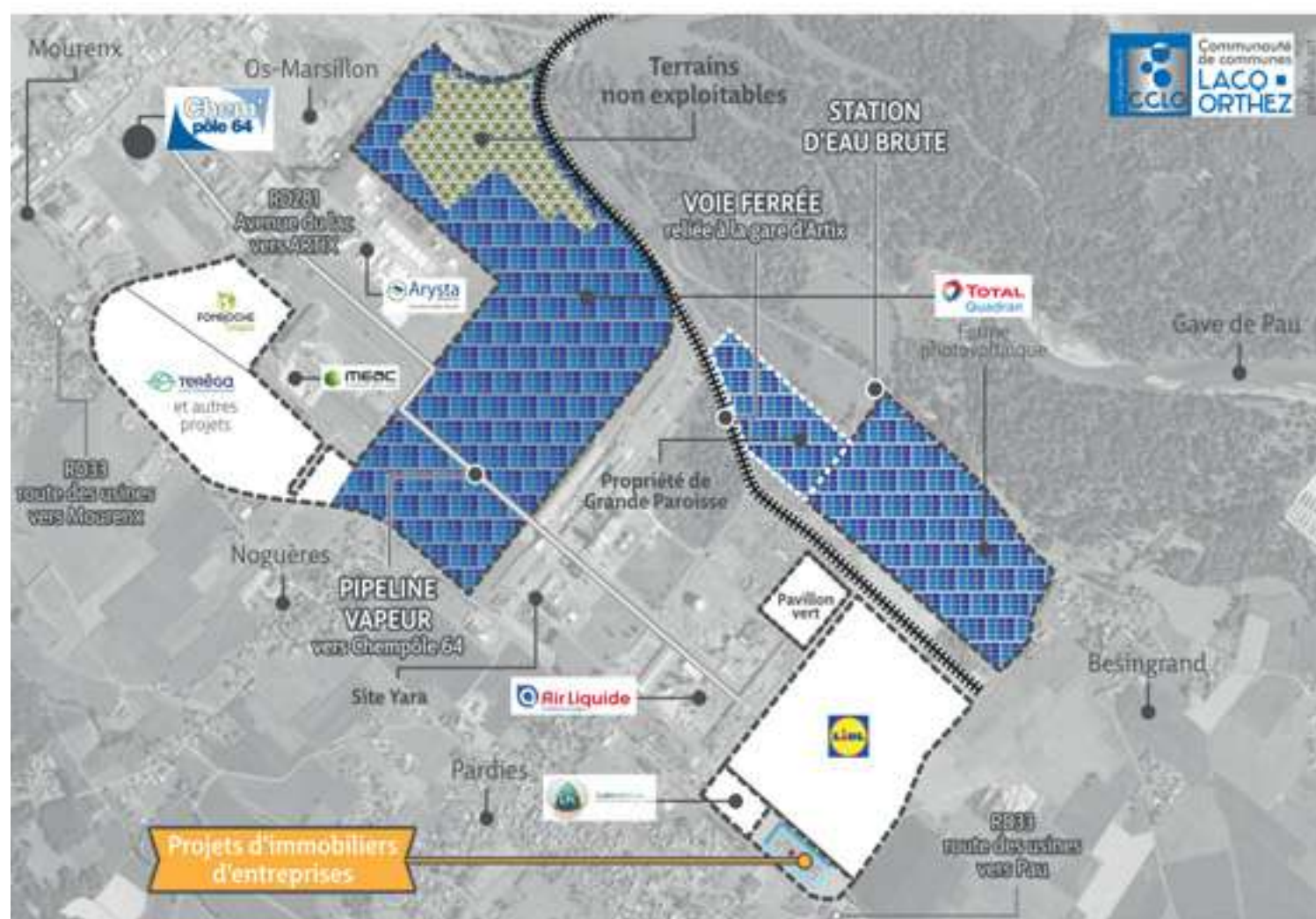
Cela prend corps peu à peu et le président du groupement d'intérêt public Chemparc, Pierre Nerguararian, dit sa satisfaction de voir les projets s'affirmer. Même s'il faudra encore attendre un peu pour constater de visu la mutation de la plateforme chimique de Pardies-Noguères, avec le démarrage des chantiers, on en voit déjà les prémices avec les panneaux solaires de Total Quadran qui poussent. Mais ce n'est qu'un début. « D'autant que c'est le site où nous avons le plus de projets, notamment autour de la transition énergétique », complète Patrice Bernos, le directeur général de Chemparc. « C'est la grande satisfaction de cette année lors de laquelle on a pu consolider un certain nombre de projets dans ce domaine », complète Pierre Nerguararian, qui rappelle que cela fait déjà quelques années que ce positionnement a été décidé.

Un Pavillon Vert à hisser

Dans le détail, le groupe Fonroche prépare son projet de méthaniseur, au sud-ouest de la zone, côté Mourenx, et pourrait démarrer les travaux dès l'an prochain. Les projets de Teréga sont eux moins avancés mais toujours d'actualité. Le transporteur de gaz, implanté à Pau, entend construire un démonstrateur de méthanation, qui permettrait de produire du biogaz en récupérant le CO₂ de Fonroche et en le mariant à de l'hydrogène.

Quant à Pavillon Vert, le gros projet porté par le groupe Suez, en lien avec les syndicats spécia-

Plateforme de Mourenx - Noguères - Pardies - Bézingrand : la reconquête d'une friche industrielle



Fonroche, Teréga, Suez, Total... À l'exception de Lidl et sa base logistique, l'ensemble des projets concerne la production d'énergies vertes. © CC LACQ-ORTHEZ/GRAPH'K LAB

lisés dans le traitement des déchets que sont Bil Ta Garbi (Agglomération Pays basque), le Sictom de Chalosse et la CC Lacq-Orthez, il suit son cours. « Ces partenaires ont constitué un comité de pilotage pour engager une étude de pré faisabilité du projet industriel. On est actuellement dans une phase active de mise au point. L'étude sera rendue fin décembre de manière à ce que, durant le premier trimestre, il puisse y avoir une prise de décision indus-

trielle pour une mise en production fin 2022 », détaille Patrice Bernos. Rappelons qu'il s'agit de produire de la vapeur et de l'électricité verte par la combustion de ce que l'on appelle des CSR, pour combustibles solides de récupération. Actuellement enfouis, ces déchets deviendraient donc de la matière première et seraient valorisés.

Au final, avec ces quatre projets liés à la production d'énergie, Chemparc et la CC Lacq-Orthez espèrent faire émerger

une centaine de nouveaux emplois sur la plateforme de Pardies-Noguères. Et si l'on intègre les 300 de Lidl, on n'est pas loin du volume qui précéderait la fermeture de Celanese en 2009.

« Mais on a surtout fait en sorte que les gens se parlent et facilité les contacts avec ces sociétés. Aujourd'hui, on voit des projets émerger, si bien qu'on sera contents quand Yara aura nettoyé ses 44 hectares », explique Pierre Nerguararian. Pour la production d'hydrogène vert, le

président de Chemparc, bon connaisseur des rouages de l'industrie, se veut prudent. « Le site de Lacq sera incontournable mais ce sera sur du plus long terme. L'hydrogène, tout le monde en parle, mais ce n'est pas un produit facile à manipuler, il faut donc apprendre pour avoir des capacités. Il y a encore de nombreux développements à mener. Il faut y aller mais d'abord bien regarder. » Step by step donc, comme l'intéressé aime dire.

🔍 ZOOM

Une nouvelle unité de récupération de CO₂ en projet

Après celle livrée il y a huit ans, l'industriel Messer, spécialisé dans la production et la distribution de gaz industriels, va construire une nouvelle unité de récupération de CO₂ à Lacq. « Un investissement de 11,3 millions qui sera entièrement automatisé et pilotable à distance », a annoncé le groupe début octobre. Démarrage prévu en 2022 d'une installation « qui permettra de doubler les capacités de production de CO₂ à partir de ce site ». Cet investissement est né d'un accord entre Messer et Vertex Bioenergy, le producteur de bioéthanol qui a repris l'usine Abengoa de Lacq et produit 235 millions de litres par an à partir de maïs 100 % local. L'unité de récupération de CO₂ sera construite tout près de l'usine de bioéthanol. En tout, ce sont 130 000 tonnes par an que Vertex fournira aux deux unités de récupération. Issu de la fabrication de bioéthanol, le CO₂ valorisé par Messer est purifié, liquéfié et analysé avant d'être réutilisé. Il peut ensuite être utilisé dans de nombreux domaines, comme l'agroalimentaire, l'industrie du papier, la pharmacie ou le traitement de l'eau.



Après l'unité inaugurée il y a huit ans, Messer va mener un nouveau projet de récupération du CO₂ sur la plateforme de Lacq.

© ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIONNET

Le Sdepa, le circuit court de l'énergie

Le Syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques développe des projets durables avec et pour les collectivités.

Le frémissement s'est fait sentir il y a une dizaine d'années lorsque le réchauffement climatique a imposé un questionnement sur la provenance de l'énergie en France et ses alternatives. Fossile et nucléaire, la tendance était plutôt « descendante ». Au Syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques (Sdepa), on tourne déjà à plein régime. Pour ses membres, l'objectif à atteindre est celui de tout un pays : 25 % d'énergie renouvelable en 2025.

« On connaît les projets à vocation industrielle de grosses structures comme le parc photovoltaïque de Total à Lacq par exemple, développe le directeur du Sdepa, Serge Bordenave. Dans le 64, cela représente 10 % de la production. Il existe seulement 7600 petits producteurs d'électricité photovoltaïque. » Des particuliers bien sûr mais surtout des collectivités.

C'est celles-ci que le Sdepa a choisi d'accompagner en tant que porteur de projets. Partagée entre financements privés et

publics, la Société d'économie mixte dédiée au développement des énergies renouvelables en Pyrénées-Atlantiques (SEM ENR 64) naissait le 1^{er} novembre 2019.

Ne coûte rien aux territoires

« Les territoires doivent se réapproprier la propriété des énergies, ajoute Serge Bordenave. Nous voulons porter des projets avec et pour les territoires. Les grosses installations sont souvent pour des actionnaires. » Photovoltaïque, hydroélectricité, biogaz, ... L'ENR 64 invente un concept de « circuit court » de l'énergie. La matière fabriquée sur place reste sur place.

Exemple : la future installation d'une centrale photovoltaïque sur l'ancien centre d'enfouissement de Bénéjacq. ENR 64 porte le projet, aux côtés de la commune de Bénéjacq et de la CC du Pays de Nay. Budget : 1,2 million d'euros apportés par le Sdepa ajoutés aux 800 000 euros d'aides chacun de la Caisse d'Epargne, du Crédit Agricole et de la Caisse des dépôts. « L'énergie vendue permettra de rembourser l'ENR, décrit Serge Bordenave. Nous pouvons générer dix fois le projet de Bénéjacq grâce à l'emprunt. » L'énergie sera réinjectée dans le réseau et « profitera à tout le monde ».



Le Sdepa a permis l'élaboration du projet de réseau de chauffage bois à Mauléon. © SDEPA

Le Sdepa a donc choisi de soutenir le secteur intermédiaire des collectivités. À Bénéjacq, la centrale s'étendra sur 1,5 ha et produira en moyenne 1 Mégawatt. « On veut faire en sorte que les territoires participent à ces projets. Total aurait pu installer une énorme centrale et atteindre les 25 % d'énergie renouvelable pour tout le département du 64 mais non. » Car qui en aurait profité ? Total essentiellement. « Notre point de vue est social, économique et local. On aide les agriculteurs, nos projets sont participatifs. Pour y arriver, il faut améliorer l'accessibilité socié-

tale. Il ne faut pas attendre l'enquête publique pour tenter de convaincre. »

Le Sdepa prend le sujet dans l'autre sens. « Comment faire pour que ces énergies rapportent aux territoires ? Les communes veulent faire des économies d'énergie, le durable le permet. » Autre exemple déjà en activité à Bedous, Arzacq, Mauléon, Alos et Saint-Jean-Pied-de-Port, le réseau de chaleur bois. « A la campagne, les gens se chauffent encore au fioul ou au gaz propane. L'idée est de recycler du bois non utilisé pour alimenter les lieux publics comme

les écoles, mairies, salles des fêtes, ... On remplace l'énergie fossile par du bois local. Du bois, il y en a partout.

Dans le 64, 80 % des forêts sont privées, on est loin de la limite. Il faut juste que les agriculteurs ou les particuliers acceptent de vendre le bois perdu au Sdepa. On fait travailler une scierie locale, un écosystème est créé, tous les acteurs en prennent la mesure. » Le Sdepa a déjà d'autres communes intéressées par le réseau de chaleur bois. Arette et Lembeye ont déjà signé. « Nous, on n'a rien à y gagner, poursuit Serge Bordenave. Nous sommes un service public, on impulse, on accompagne. On ne se lance pas dans des incantations, on le fait. »



Ce qu'est le Sdepa

Le Syndicat d'énergie des Pyrénées-Atlantiques est l'autorité concédante du service public de distribution de l'électricité et du gaz dans le 64. Il rassemble 546 communes. Créé en 1949, il avait pour objectif initial l'électrification rurale. Aujourd'hui, il est propriétaire de 20 000 km de réseau électrique et de 1 000 km de réseau de gaz. Son budget annuel d'investissement est de 40 millions d'euros.



Ecole universitaire de management

Les atouts d'une grande école

Les valeurs de l'université

L'IAE Pau-Bayonne c'est :

- Des formations sélectives ajustées aux besoins actuels
- De l'alternance et de la formation continue
- Un suivi personnalisé
- De nombreux partenariats académiques et institutionnels en France et à l'international
- Un cadre de vie exceptionnel

Un passeport pour l'emploi !

93,2% des étudiants ont un emploi 1 an après l'obtention d'un master IAE*

Management et Gestion des Entreprises

Masters | Doctorats

Préparation au concours d'Expertise Comptable



iae.univ-pau.fr
#ExpérienceIAE64

*Enquête IAE France 2017



Le Crédit Agricole, financeur mais aussi moteur de la transition énergétique

A travers sa filiale Capgen, le Crédit Agricole Pyrénées Gascogne (CAPG), s'est lancé il y a plus de dix ans dans la transition énergétique, notamment auprès des agriculteurs du territoire.

« La transition énergétique est avant tout un vecteur d'attractivité et de compétitivité pour le territoire », explique Jean-Paul Mestrot, directeur général de la filiale CAPG énergies nouvelles (Capgen), créée dès 2009. Un engagement « local fort et naturel » pour la transition énergétique qui se veut « évident pour une banque de proximité, ancrée dans le territoire », ajoute-t-il.

880 centrales ont vu le jour

La caisse régionale finance ainsi plus de 70 % des projets en énergie renouvelable dans les départements des Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées et Gers. Capgen soutient également des projets sur fonds propres : « On est proactifs dans ce



La filiale Capgen accompagne des projets photovoltaïques avec possibilité de louer une surface avec un bail de trente ans. © CAPGEN

domaine, c'est-à-dire qu'on approche toute personne qui a un foncier adapté, ce qui est le cas à 85 % chez les agriculteurs », précise Jean-Paul Mestrot.

La filiale accompagne ainsi des projets en photovoltaïque soit en finançant en dettes et assurances pour financer le projet, soit en louant une surface avec un bail de trente ans et en les rémunérant en loyers ou avec une somme fixe.

« LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST UN VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET DE COMPÉTITIVITÉ POUR LE TERRITOIRE »
JEAN-PAUL MESTROT, DG DE CAPGEN

Plus de 880 centrales photovoltaïques, hydroélectriques, en biomasses et éoliennes ont ainsi vu le jour pour une production

de 750 Gwh annuelles, soit l'équivalent de la consommation de 350 000 personnes. De grandes centrales ont été installées dans le Gers et les Landes, la première au sol a été mise en service en 2010, et six centrales hydroélectriques ont vu le jour au pied des Pyrénées. En Béarn, des projets plus petits ont pour l'instant été accompagnés. Capgen a financé une partie des nouveaux locaux pour la cons-

truction d'une centrale sur la toiture d'une association de soutien aux personnes handicapées à Nay. Et à Sévignacq une centrale au sol a été installée sur une décharge, « permettant de valoriser des surfaces délaissées ». Ce système permet aussi de financer des bâtiments de claustration pour les volailles, adaptés aux normes de lutte contre la grippe aviaire.

Vers l'autoconsommation

« Ce sont des bâtiments qui coûtent cher, on prend donc en charge une partie du bâtiment avec une centrale en toiture, le bâtiment peut au final presque revenir gratuit à un jeune qui s'installe », ajoute-t-il.

Pour l'instant les productions issues de ces centrales repartent dans le réseau, mais « l'autoconsommation va se développer rapidement grâce à un décret en cours de validation », ajoute Jean-Paul Mestrot. Les objectifs de transition énergétique s'appliquent aussi aux bâtiments de la caisse régionale, au parc de véhicules, comme à sa propre production d'énergie renouvelable.



Direction de la Communication - Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine 2020

**PÔLE EMPLOI,
APPORTEUR DE SOLUTIONS POUR VOS RECRUTEMENTS**

CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER ENTREPRISE

PÔLE EMPLOI, À VOS CÔTÉS POUR RECRUTER
Retrouvez tous nos services sur [POLE-EMPLOI.FR](https://pole-emploi.fr)



Chez Total, le centre scientifique de Pau prend sa part dans la neutralité carbone

Réduction de brûlage du gaz dans l'activité pétrolière, captation et stockage de CO₂, développement de l'éolien offshore, les ingénieurs du Centre Féger sont sur le front de la transition énergétique.

Le « mix énergétique » de Total a entamé sa mutation il y a quelques années. « En 2015, on vendait 66 % de produits pétroliers, 33 % de gaz et 1 % d'électricité ; l'année dernière, on est passés respectivement à 55, 40 et 5 % », explique Thierry Renard, représentant du groupe Total pour le grand Sud-Ouest. L'objectif de 2030 est d'atteindre 50 % pour le gaz, 15 % pour l'électricité verte et 35 % pour les produits pétroliers.

Réduction du brûlage de gaz

Quant à l'objectif de neutralité carbone, Total est aligné en Europe sur l'objectif de 2050, avec une stratégie en quatre volets : agir sur les émissions, sur les produits proposés aux clients, sur la demande, et enfin sur les puits de carbone, autant les puits naturels comme la reforestation que le captage et stockage du CO₂. Sur ce dernier sujet, un pro-

jet pilote mené sur le site de Rousse à Jurançon en 2010 a largement contribué au développement des technologies d'aujourd'hui (voir le Zoom).

Parmi les chantiers de la transition énergétique, le Centre scientifique et technique Jean Féger de Total, où travaillent 3 000 personnes, à Pau, est d'ailleurs engagé sur plusieurs outils. Pour l'objectif primordial de réduction des émissions, le CSTJF travaille notamment sur les questions de réduction de brûlage. « Pendant des années, le gaz associé à la production de pétrole était brûlé à la torche », précise Thierry Renard, ajoutant que le groupe s'est engagé sur un objectif zéro brûlage de routine à l'horizon 2030. Un effort sur lequel travaillent les ingénieurs du CSTJF, notamment pour les raffineries. En amont, le brûlage de routine a été diminué de plus de 80 % depuis 2010.

Eolienne de la taille de la tour Eiffel

Autre axe majeur du travail à Pau, l'éolien offshore, avec des spécialistes de l'architecture pétrolière offshore sollicités pour travailler sur des projets en mer du Nord. La stabilité de l'éolien sur terre étant souvent controversée, l'établissement de struc-



Des équipes du Centre Jean Féger de Pau travaillent notamment sur l'éolien offshore. © TOTAL

tures loin des côtes se développe rapidement. Des réalisations d'une grande envergure : « Certaines éoliennes peuvent faire la taille de la tour Eiffel », indique Thierry Renard. Total travaille également avec l'Agglomération de Pau sur des projets de production d'hydrogène vert.

Dans les laboratoires de Total à Lacq, des équipes sont, elles, dédiées à la simulation de détection de fuites de méthane, dont le pouvoir de réchauffement climatique est supérieur à celui du CO₂.

Enfin la filiale Total Quadran a réaffirmé son engagement en faveur des énergies renouvelables sur le Bassin de Lacq avec la création de cinq centrales solaires, avec pour potentiel de production 70 mégawatts-crête, soit l'équivalent de la consommation de 55 000 habitants. « Une estimation de 34 000 tonnes de rejets de CO₂ économisés. »

Des projets en cours de réalisation sur 2020-2021 qui devraient faire de Total Quadran le premier développeur solaire des Pyrénées-Atlantiques.



La chaudière du futur expérimentée à Lacq

De 2007 à 2010, dans le cadre de son engagement pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, Total a mené un pilote de captage-transport-stockage de CO₂ sur le Bassin de Lacq. Plus de 51 000 tonnes de CO₂ ont alors été injectées dans le réservoir de Rousse, à Jurançon. Une première européenne qui a permis de tester une chaîne complète de captage-transport-stockage de CO₂ à partir d'une chaudière à oxycombustion gaz de 30 mégawatts thermiques. L'expérience a permis de prouver la faisabilité technique d'une telle chaîne et de collecter les données nécessaires pour concevoir la chaudière du futur (200 MWth). « Au niveau géologique, ce travail a permis de créer des modèles pour voir comment se comporte le CO₂ ou quelles quantités peuvent être réinjectées par exemple », précise Thierry Renard. Pendant plus de 35 millions d'années, le réservoir de Rousse a naturellement piégé du gaz dans la roche-réservoir. Surmonté d'une couverture d'argile et de marne de 2 000 mètres, il a résisté aux fortes secousses sismiques qui se sont produites à l'ère tertiaire avant la formation des Pyrénées.

PME du BTP, Aceap s'est diversifiée dans les bornes de recharge pour les particuliers

Pionnier dans l'installation de bornes de recharge pour voitures électriques chez les particuliers en Béarn, Aceap vient d'obtenir une troisième certification.

Angelo Poitou a senti le vent tourner il y a dix ans. « Je voyais bien que la voiture électrique allait prendre de l'ampleur, et je me suis assez vite intéressé aux bornes de recharge dont les batteries allaient avoir besoin », relate-t-il. L'électricien se lance alors dans l'obtention des certifications nécessaires qui vont également lui permettre de monter les dossiers de subventions pour les particuliers. Aceap devient ainsi la première entreprise individuelle du Béarn à obtenir les trois certifications IRVE (Infrastructure de recharge de véhicules électriques), nécessaires à la pose de bornes.

Un flair d'autant plus opportun que l'Assemblée nationale a voté

en 2019 l'interdiction officielle de la vente de véhicules à carburants fossiles d'ici 2040.

De 10 à 200 bornes en deux ans

Et l'engouement pour les voitures électriques sur Pau est palpable, puisque l'installation pour Aceap de bornes de recharge est passée de 10 à 200 en deux ans. Si bien que l'entreprise, même si elle a conservé un peu de son activité d'électricité et de plomberie, réduit aujourd'hui cette part graduellement pour se concentrer sur les bornes.

À travers Synerciel, un réseau national d'entreprises et d'artisans qui œuvrent pour la performance énergétique, l'entreprise paloise installe également des bornes chez les concessionnaires automobiles. « Les acheteurs de voitures électriques ou hybrides ont beaucoup de questions sur l'installation des bornes, le type de voiture, d'habitat, la puissance nécessaire », explique Angelo Poitou, soulignant l'intérêt de faire appel à une entreprise



Angelo Poitou a installé les bornes de recharge du Buffalo Grill au nord de Pau. © S. SAVARIAUD

locale qui non seulement peut installer la borne mais également envoyer un réparateur sur place si nécessaire. Aceap est également membre du programme Advenir (voir Zoom) qui offre une aide financière pour le déploiement de points de recharge en copropriété notamment. Une installation tech-

nique complexe. « Les immeubles ne sont pas conçus pour recevoir une borne électrique, il faut donc construire un deuxième réseau d'infrastructure. Enedis peut financer une partie des travaux, et des aides complémentaires peuvent être obtenues », précise Angelo Poitou.



Crédits d'impôt et primes

La loi de finances publiée au « Journal officiel » du 29 décembre 2019 a transformé le crédit d'impôt pour la transition énergétique en prime forfaitaire. Les propriétaires peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour l'achat d'une borne de recharge et son installation dans leur garage ou dans le parking de l'immeuble. Pour les dépenses effectuées depuis le 1er janvier 2020, le dispositif est maintenu. Le montant forfaitaire du crédit d'impôt est de 300 euros (frais de pose inclus). En logement collectif, il est cumulable avec l'aide du programme Advenir. L'installateur et le matériel électrique doivent être labellisés Advenir. Pour un usage individuel, un particulier disposant d'une place dans un parking ou un propriétaire privé peut obtenir une aide de 50 % du coût avec un plafond de 600 euros et de 960 euros pour les installations intégrant un pilotage énergétique.

Enedis, pivot de la transition énergétique

Très engagé dans la transition énergétique, le distributeur agit à plusieurs niveaux : la mobilité électrique, mais aussi l'exploitation de données.

Dix bornes à charges rapides sur l'aire d'autoroute de Lacq, sur l'A64. De quoi satisfaire les automobilistes qui veulent concilier long trajet sur l'autoroute et respect de l'environnement. Un nouveau service mis en place grâce à l'opérateur de bornes Ionity, entreprise issue d'un consortium de constructeurs, mais aussi Enedis, le spécialiste de la distribution d'électricité.

Marché en plein essor

De fait, comme l'indique Marc Lotz, le directeur régional de l'entreprise sur la zone Pyrénées-Landes (850 salariés, 1 million de clients), ces actions de raccordement sont au cœur des missions d'Enedis et actionnent un levier important de la transition énergétique. Si le parc de voitures électriques reste encore peu dense à côté des automobiles diesel et essence, il avale des parts de marché, appuyé par les dispositifs de primes du gouvernement. « En un an, l'augmentation du nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables est de 70 %. C'est



Les bornes électriques installées récemment sur l'aire de Lacq-Audejos. © ENEDIS

énorme. L'accès aux bornes de recharge ne doit donc pas être un frein. Pour les bornes publiques, nous devons tenir un ratio d'une borne publique pour 10 véhicules. En Pyrénées-Atlantiques, nous sommes actuellement à une borne pour neuf véhicules » détaille Marc Lotz.

Pour autant, au regard, du développement de ce marché, le déploiement doit se poursuivre, que ce soit sur l'espace public ou dans les zones privés. « D'ici à 2025, nous aurons des bornes sur tous les parkings des grandes sur-

faces. Par ailleurs, nous travaillons avec les promoteurs pour équiper les parkings des nouvelles résidences » explique le directeur régional d'Enedis qui relève que dans le département, « de belles initiatives vont permettre de changer les habitudes et faire rentrer la mobilité électrique dans l'offre des promoteurs, que ce soit pour le neuf ou la rénovation de l'existant. » Les producteurs de logements sont ainsi accompagnés afin que leurs places de parking puissent disposer de bornes de recharge. En ce qui concerne

les logements collectifs existants, Enedis travaille avec les syndicats afin d'éviter que les occupants de logements agissent de manière dispersée. « Nous avons aussi engagé des réflexions avec les bailleurs sociaux, intégrant même la possibilité de l'autopartage. »

Verdissement de la flotte

Une démarche volontariste qu'Enedis explique par l'évolution de la demande des consommateurs et l'accélération de la transition énergétique et écologique. Rappelons que le plan de relance



Les bénéfices de Linky

Enedis voit le bout de son déploiement du compteur connecté. Près de 80 % ont été installés et l'opération sera achevée fin 2021. D'ores et déjà, l'entreprise perçoit les bénéfices. « Sur notre zone Pyrénées-Landes, nous réalisons 1000 téléopérations par jour. » Soit un gain de temps et une réduction conséquente des déplacements pour des techniciens. « Nous estimons à 1 million le nombre de kilomètres économisés par an. » L'autre bénéfice est pour les clients, comme les collectivités qui, grâce aux données, peuvent mieux agir sur le réseau et réaliser des économies.

à 100 milliards d'euros en prévoit 30 pour ce seul chapitre, au sein duquel 9 milliards ont été logés pour la décarbonation de l'économie. « Avec un objectif de 100 000 bornes en France d'ici fin 2021 » rappelle Marc Lotz. Soit une multiplication par trois de l'offre puisqu'on recensait 30 000 points de recharge mi-2020. Autant de missions à conduire pour Enedis. Sachant que le distributeur d'électricité entend lui aussi montrer l'exemple avec le verdissement de sa flotte. « Aujourd'hui 15 % de notre flotte de 200 véhicules en Pyrénées-Atlantique est électrique mais en 2030 ce sera 100 %, y compris les engins de chantier. »

Marc Lotz a piloté le projet d'Enedis

Le directeur régional d'Enedis n'a pas chômé ces derniers mois puisqu'en plus de gérer son territoire, il a piloté le projet industriel et humain de l'entreprise de distribution d'électricité. « Le souhait était que ce projet soit porté par un opérationnel » indique le patron local de l'entreprise qui précise aussi que ce projet est « en phase d'appropriation par les équipes. » Basé sur une consultation massive et se voulant sans fard, ce projet a vu un salarié sur deux s'exprimer. De quoi identifier les atouts de l'entreprise mais aussi les points à améliorer, à développer. « Il ne s'agissait pas de nous faire plaisir mais de nous permettre de progresser collectivement. Nous sommes vraiment dans la co-construction » explique Marc Lotz. Et comme la matière recueillie s'est révélée très riche, le projet a désormais défini trois grandes priorités déclinées en huit engagements.

Enedis a ainsi mis au cœur de son projet la RSE (Responsabilité sociale et environnementale), la relation client et la transition écologique. Ce qui explique que ces trois grandes ambitions sont d'être « un service public du 21^e siècle ; une entreprise qui mène la révolution

de la confiance et enfin un partenaire clé à l'écoute de tous les territoires. » Une stratégie qui s'incarne dans les huit engagements pris par l'entreprise et qu'elle entend mettre en œuvre d'ici 2025. Il s'agit par exemple de viser le zéro accident grave ou mortel pour les équipes comme pour les prestataires, de réduire l'empreinte carbone de 20 % puis atteindre la neutralité en 2050 ; de rétablir 90 % des clients en deux jours en cas d'incident climatique majeur, d'avoir l'un des meilleurs rapports qualité-prix en Europe ou encore de diviser par deux le raccordement des clients d'ici à 2022. Evidemment, la transition écologique est au cœur de ce programme avec une part importante donnée, via un des engagements, au pilotage de la consommation grâce au compteur connecté. « Linky a de nombreuses applications (lire aussi ci-dessus), explique Marc Lotz. Grâce aux données collectées, une collectivité peut par exemple, dans le cadre d'une opération cœur de ville, identifier les immeubles énergivores, réduire la précarité énergétique. Elle peut aussi intervenir plus efficacement sur son éclairage public... » A la clé, des économies et une consommation maîtrisée.

AGEN ÉVÉNEMENTS

Destination d'Affaires

UN TERRITOIRE AU SERVICE DE VOTRE ÉVÉNEMENT !

Facilement accessible, Agen est au cœur du Sud-Ouest
3h de Paris (TGV) | 1h de Bordeaux et Toulouse (A63)

Office de Tourisme Destination Agen :
elodie.gans@destination-agen.fr | 07 88 51 84 18 | agen-evenements.com

Spécialiste du gaz, Teréga planche sur les autoroutes énergétiques du futur

Teréga est engagé dans la transition énergétique à travers le développement de solutions de transport et de stockage pour les nouveaux gaz, permettant des usages plus décarbonés.

« Notre objectif est de préparer les réseaux de gaz de demain, ils doivent être transportés mais aussi et surtout stockés », indique Dominique Mockly, PDG de Teréga qui souligne une complexité de plus en plus grande et une multiplicité des réseaux énergétiques. « On a une spécificité et une indépendance vis-à-vis de toutes les natures de production qui nous permettent de mettre notre expertise à disposition », ajoute-t-il.

Le spécialiste du gaz (transport et stockage), qui emploie plus de 600 personnes et dont le siège social est à Pau, souhaite donc capitaliser sur ce qu'il fait déjà : gérer des gaz sous pression et réaliser un équilibrage sur les réseaux entre l'offre et la demande. « On essaie d'être un

accélérateur de transition énergétique pour nous, mais aussi pour les territoires. Il y aura des briques technologiques qui permettront les échanges. A travers Impulse 2025, notamment, nous souhaitons amener d'autres partenaires potentiels ». (voir zoom).

Teréga souhaite aussi contribuer à l'émergence de nouvelles solutions pour l'hydrogène et l'adaptation des infrastructures pour l'accueillir, notamment pour le transport à travers la plateforme de Lacq et le projet Lacq-hydrogène, première étape dans le développement d'une dorsale européenne d'hydrogène.

Hydrogène en cavité saline

Côté stockage, Teréga prévoit notamment de développer des solutions de stockage massif d'hydrogène en cavité saline sur la commune de Carresse-Cassaber, en partenariat avec Hydrogène de France (HDF).

L'objectif est de stocker des excédents d'électricité sous forme d'hydrogène dans un stockage géologique et le restituer au réseau sous forme d'élec-



Teréga a déjà atteint la neutralité carbone sur ses installations, comme ici le site de stockage de Lussagnet dans les Landes. © ARCHIVES MARC ZIRNHELD

tricité lorsque le réseau en aura besoin. « Dans l'avenir la consommation d'hydrogène se fera de manière continue », prévoit Dominique Mockly.

Teréga investit aussi dans le passage à l'échelle de technologies de laboratoire, avec la plateforme Solidia près de Toulouse. Cette dernière, ouverte à tous les acteurs de la filière biogaz/méthane pourra accueillir

simultanément six pilotes de taille semi-industrielle alimentés par du biogaz brut issu de l'usine de méthanisation de Cler verts et de l'hydrogène selon les besoins. Les travaux sont prévus début 2021 pour une mise en service des installations à l'automne prochain.

Sur le sujet de la neutralité carbone sur les installations de Teréga, l'objectif 2020 de l'entre-



Le projet Impulse 2025

Le projet d'envergure de Teréga baptisé Impulse 2025, soutenu par la Région Nouvelle-Aquitaine, se veut être une nouvelle approche des systèmes énergétiques et vise à connecter l'ensemble des réseaux pour exploiter leurs synergies, réduire les gaspillages et favoriser l'intégration des énergies renouvelables. Tous les vecteurs énergétiques pouvant être présents sur site (électricité, renouvelable, biogaz, chaleur et froid, énergie pneumatique, eau, CO2), seront pris en compte. Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la feuille de route Néo Terra, avec laquelle la Région accompagne l'innovation dans le secteur des énergies renouvelables et de récupération. Un démonstrateur est prévu à Mourenx, près de la future unité de méthanisation de Fonroche.

prise a été atteint, grâce à un dispositif de compensation. Objectif suivant : être positif en 2025 et ne plus transporter que des « gaz propres, non émetteurs de CO2 ou nuls » à l'horizon 2050.

#IndustrielsEngagés

UIMM

Adour Atlantique

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES



JURIDIQUE SOCIAL

Sécurisation des relations
individuelles et collectives
de travail

Dialogue social

Santé, sécurité



EMPLOI RECRUTEMENT

Prêt de main d'œuvre

Reclassement

Bourse à l'emploi

Transférabilité
des compétences



FORMATION COMPÉTENCES

Apprentissage

Formation continue
(dirigeants, salariés,
demandeurs d'emploi,
particuliers)



DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Accompagnement
aux projets

Soutien à l'innovation

Ingénierie financière

Action collective régionale



CONSEIL CERTIFICATION

Accompagnement du dirigeant
et stratégie d'entreprise

Performance industrielle
et organisationnelle

Certification de Qualification
Paritaire de la Métallurgie

Action collective régionale

Animer et réaliser la promotion des intérêts économiques, industriels et commerciaux de nos adhérents du territoire

POUR ADHÉRER, NOUS CONTACTER

4 rue des Frères d'Orbigny, 64000 Pau
adour.atlantique@metaladour.org

05 59 84 41 41
www.metaladour.org

L'UPPA réfléchit à la transition énergétique et à son acceptation par le public

L'université de Pau avec son label I-Site fournit des études globales où le scientifique voisine avec la sociologie et le droit. Indispensable pour faire aboutir les projets.

La transition énergétique, c'est un concept politique, les chercheurs avaient commencé leurs travaux avant qu'on pose ce tampon ! » Professeur au laboratoire des fluides complexes à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, Gilles Pijaudier-Cabot est celui qui a piloté le projet E2S, comme « Solutions (le S) pour l'énergie et l'environnement (les deux E) ». Une transformation menée depuis quatre ans et qui a valu à l'UPPA la prélabellisation « I-Site » et ses 86 millions d'euros de subvention sur quatre ans.

Autant dire que le scientifique est bien placé pour mesurer les efforts de la recherche et du politique en vue de cette fameuse transition. « L'UPPA s'est développée depuis son origine avec des recherches dans le domaine de l'énergie. Depuis sa création, l'université a été fortement marquée par ses partenariats de recherche locaux avec Elf puis Total. Il y a eu historiquement un focus sur les hydrocarbures mais depuis plus de dix ans on a élargi le spectre aux autres énergies du sous-sol. La géothermie qui est une énergie décarbonée et le stockage d'énergie entre autres exemples. »

Avoir une vision globale

Le label I-Site pourrait être définitivement attribué dans un an. La fac de Pau planche aujourd'hui sur les éléments de bilan de ses quatre premières années au cœur de la transition. « L'effet I-Site, ce sont d'abord des moyens supplémentaires pour renouveler les recherches et en accélérer d'autres, insiste le lauréat du Prix 2019 de l'Académie des sciences. Avec ce projet est aussi venu le temps de la pluridisciplinarité. Avant, on était plus chacun dans son laboratoire. Regarder la transition énergétique par le prisme d'une seule discipline, ce serait le prendre par un tout petit bout de la lorgnette. Il faut regarder ces questions en étudiant les aspects fondamentaux technologiques et scientifiques mais également les aspects sociétaux et réglementaires. »

Cette vision globale est l'un des atouts de l'université et de ses chercheurs venus de divers horizons. Plutôt que laisser les



Gilles Pijaudier-Cabot, chargé du projet i-site à l'Université de Pau, label qui permet d'avoir des moyens supplémentaires. ©SD-AT



scientifiques chercher dans leur coin et parvenir à des solutions difficiles à accepter (le barrage de Sivens, la recherche en hydrocarbures sont des exemples de difficultés récentes), on associe à la réflexion des chaires spécialisées dans l'étude de la société.

« On pourrait avoir de bonnes raisons scientifiques de s'intéresser à une technologie qui peut produire de l'énergie (nucléaire, éolienne en mer, etc) mais encore faut-il avoir l'acceptation du grand public, souligne Gilles Pijaudier-Cabot. Il faut prendre le problème par le bout scientifique, sociétal et réglementaire pour proposer des solutions globales et faisables. »

Une chaire est composée d'un chercheur senior et de trois travaux de thèses en général, soit des années de recherche accumulées en même temps.

L'association de plusieurs études permet d'offrir les solutions (le S) attendue dans un temps record. « On a par exemple créé des chaires sur la recherche de technologie de stockage de CO2 et d'autre part sur les problématiques d'acceptabilité de ces nouvelles énergies. En 2020, on fait travailler ensemble des chimistes, des juristes, des sociologues pour développer des solutions d'habitat autonome en énergie. La progression est marquante. »

Les récents travaux de l'université ont permis de grappiller du terrain sur la transition énergétique et environnementale.

Des prototypes en 2024

Plusieurs chercheurs ont ainsi avancé sur le biomimétisme (la « phéromones valley » sur le bassin de Lacq est un exemple de cette coopération chercheur-industriel) pour remplacer des matériaux plus dispendieux en énergies fossiles. L'université porte par ailleurs un partenariat avec Arkema et Total saft autour des batteries du futur (lire ci-dessous). « Ce sont des batteries tout solide où les électrodes et l'électrolyte sont solides alors



Une chaire sur la politisation des sols

« La chaire accessibilité sociale portée par des sociologues et géographes rassemble aussi des collectivités, l'agglomération de Pau, et des industriels. » Un chercheur s'intéresse ainsi à la « politisation du sous-sol ». « En étudiant les caractéristiques des projets (miniers, stockage de gaz ou de déchets énergétiques, géothermie, hydrocarbures) et des territoires, notre travail fait émerger les trajectoires qui rendent les utilisations du sous-sol crédibles et légitimes dans un cadre de gouvernance donné », indique ainsi Sébastien Chailleux sur la page web de la chaire PolSSol.

qu'en général seuls les premiers le sont. Cela doit permettre un stockage beaucoup plus élevé que pour des batteries liquides. L'objectif est d'avoir en 2024 des prototypes industriels. »

Une trentaine de personnes réparties entre la fac et les partenaires sont à pied d'œuvre. Ajoutons enfin que l'université ne se penche pas uniquement sur les technologies et énergies du futur. Elle vise aussi la décarbonation de l'énergie d'aujourd'hui. « On fait en sorte de développer le recours au biogaz transporté par Teréga et à la biomasse, la production d'énergie à partir de la fermentation de déchets. » Un S mais beaucoup de solutions.

Un travail de fond avec Chemparc et les acteurs du bassin de Lacq

Plusieurs projets sont actuellement conduits avec les acteurs de Lacq pour trouver des applications industrielles.

Cela fait une dizaine d'années maintenant que le GIP Chemparc, qui opère notamment la plateforme technologique Chemstart'up à Lacq, et l'Université de Pau Pays de l'Adour (UPPA) parlent de concert pour que, localement, les travaux de recherche et de développement et leurs résultats soient valorisés. Le premier voulant se poser comme le « MIT du Béarn », « en accompagnant les phases de développement, entre recherche et industrialisation » explique le président de Chemparc Pierre Nerguararian.

« Ecoute, audace, solidarité et transversalité, quatre mots qui

résumant notre stratégie » ajoute-t-il. Pour la consolider un peu plus, un accord-cadre de coopération entre Chemparc et l'UPPA a été reconduit à l'automne. « C'est notre raison d'être, être dans l'interaction directe avec le territoire et son développement » acquiesçait alors le président de l'université, Mohamed Amara.

Une signature, en présence des élus de la CC Lacq-Orthez, de l'Agglomération de Pau, du Département, de la Région et de l'Etat, dont la portée prenait son importance à l'aune des projets déjà avancés grâce à ce type de partenariat.

Un consortium, regroupant l'UPPA, Canoë, les Mines Paris-Tech, Arvalis, Euralis et la société M2i Development, s'est fixé 4 ans pour trouver un moyen bio pour lutter contre un insecte ravageur des vignes. « L'idée est

de créer une agrafe biodégradable pouvant libérer des phéromones empêchant la reproduction de ce ravageur. Mais il faut trouver le bon matériau, c'est un challenge technique, et la bonne dose de phéromone » explique Patrick Durand, directeur de M2i Development qui a une activité de biocontrôle en Béarn.

Batteries du futur

Autre exemple illustrant actuellement l'intérêt d'une telle coopération, le travail sur les batteries du futur. L'UPPA, qui est labellisée I-Site (elle devra repasser devant un jury en 2021), a gagné des moyens conséquents pour la recherche. L'opportunité notamment de monter un « hub » partenarial, baptisé Raise 2024, avec Total Saft et Arkema.

« Le projet ici est de proposer dans quatre ans un prototype de

batterie qui utilise des électrolytes solides, pour le secteur des véhicules électriques et pour le stockage d'énergie » expose Hervé Martinez, professeur à l'UPPA et chercheur à l'Iprem. Le challenge est de pouvoir stocker l'énergie dans un espace le plus réduit possible et avec le poids le plus léger possible. « Car actuellement, pour qu'une voiture fasse 400 km, il faudrait 50 kWatt/h, soit 400 kg de batterie... » Ce hub veut donc faire sauter quelques verrous.

À noter qu'à côté des deux industriels, Total Saft pour la construction des batteries et Arkema pour le polymère, trois labos planchent sur ce dossier, deux scientifiques (pour la conception) et un troisième qui étudie toute la partie droit public, réglementation, recyclabilité de cette nouvelle génération de batteries.



du 10 au 30 décembre

Trois web conférences animées par les journalistes des rédactions de Sud Ouest et Pyrénées Presse et Eric Dournès.

LA Transition énergétique EN Béarn

LES
WEB
CONFÉRENCES

du 10 au 16 décembre

**Sans volonté publique,
pas de transition énergétique**

Participants
Conseil Départemental 64 Laurence Nemes *Chef de projet*
CCLO Patrice Laurent *Président CCLO*
CCI Pau Béarn Laurence Bouhaben *Conseillère développement*
Avec la participation de :
Laurence Farreng, *députée européenne*

LES
WEB
CONFÉRENCES

du 17 au 23 décembre

**Un problème global,
des solutions locales**

Participants
C. d'Agglo Pau Pyrénées : Eric Pourredon, *Trans. Énergétique*
EDF : Emmanuel De Bourmont, *directeur territorial P-A*
Sdepa : Serge Bordenave, *directeur Sdepa*
Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
ACEAP : Angelo Poitou, *président*
Avec la participation de :
Patrick Baylère, *maire de Sedze-Maubecq*

LES
WEB
CONFÉRENCES

du 24 au 30 décembre

**A la recherche du grand Mix
énergétique de demain**

Participants
Chemparc : Pierre Nerguararian, *Président Chemparc*
Enedis : Marc Lotz, *Directeur Régional Pyrénées Landes*
Teréga : William Rahain, *Chargé d'Etudes*
Total : Thierry Renard, *Chef du CSTJF de Pau*
Avec la participation de :
Isabelle Le Hecho, *enseignante-chercheuse et directrice d'UPPA tech.*

A retrouver sur nos sites larepubliquedespyrenees.fr & sudouest.fr
et sur nos réseaux sociaux





ENCOURAGEZ LES INITIATIVES CITOYENNES
BUDGETPARTICIPATIF64.FR

21 NOV.
> 4 JAN.

À VOUS DE
VOTER



BUDGETPARTICIPATIF64.FR

VOTEZ POUR VOS 3 PROJETS PRÉFÉRÉS
sur www.budgetparticipatif64.fr

Du **21 nov. 2020, 8h** au **04 jan. 2021, 8h.**